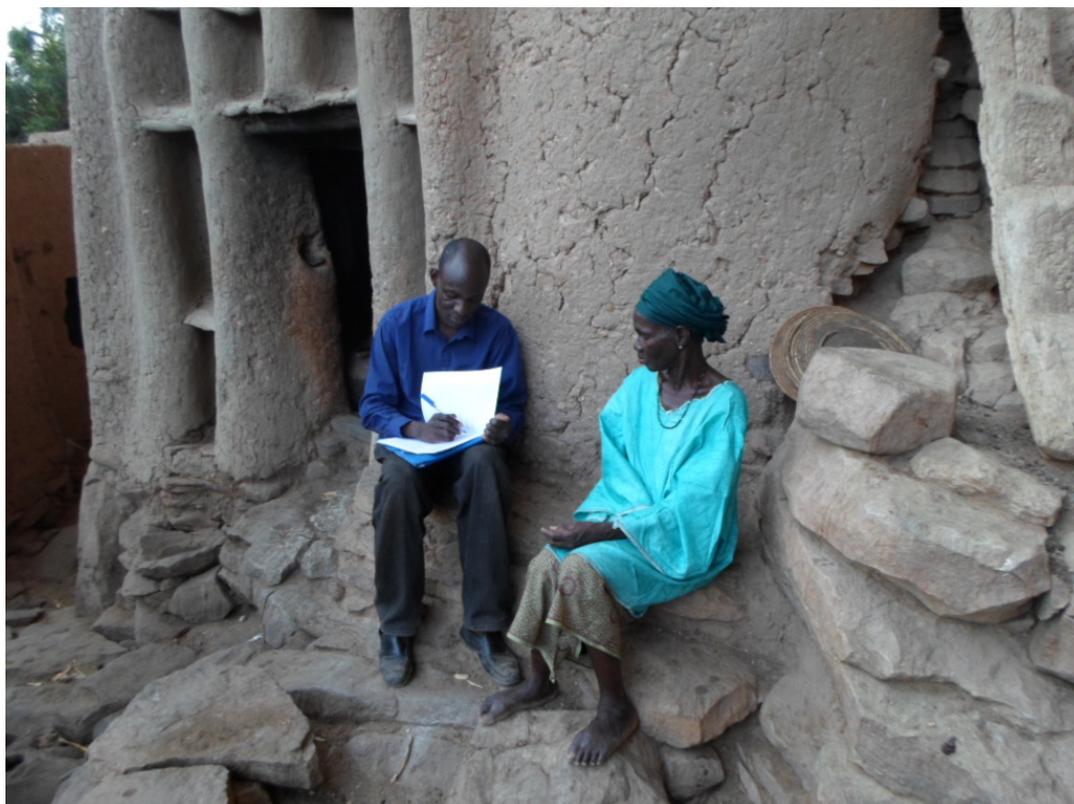


La libre-pensée

– Rapport d'activités 2015 –



Bamako, Mars 2016



François Koné, Responsable DEF



Wélé Fatoumata Sow, Responsable DIC



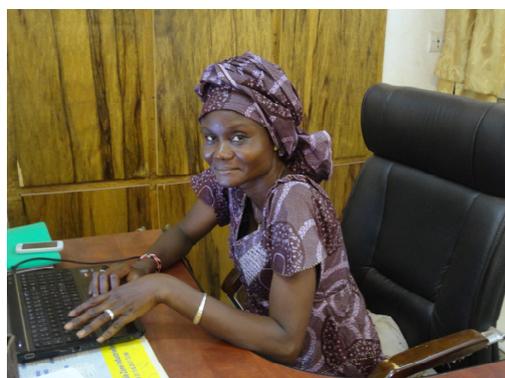
Boubacar Bougoudogo, Responsable DER



Moussa Coulibaly, Responsable DAF



Wélé Badiégué Diallo, comptable



Djénéba Diarra, assistante de recherche



Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif

Table des matières

Avant propos	1
Résumé exécutif	4
Introduction	6
1. Etudes et recherche.....	7
1.1. Evaluation de la gouvernance.....	7
1.2. Développement durable	18
1.3. Marché du travail et mouvements sociaux	29
1.4. Equilibre macroéconomique.....	34
1.5. Etat et religion	37
1.6. Offres diverses d'études et de recherche.....	41
2. Enquêtes	44
3. Formation et renforcement des capacités	47
3.1. Ateliers de formation	47
3.2. Renforcement de capacités	48
4. Communication et information	52
4.1. Ateliers de dissémination.....	52
4.2. Café.....	54
4.3. Séminaire	55
4.4. Conférence.....	56
5. Publications	57
5.1. 6eme Tour de l'Afrobaromètre - Résumé des Résultats pour le Mali, 2014.....	57
5.2. Les Great_Cahiers	60
5.3. Le Great_Savoir.....	61
5.4. Base de connaissances	63
6. Partenariat.....	64
6.1. Institutions de recherche	64
6.2. Administration publique	64
6.3. Société civile.....	64
6.4. Partenaires techniques et financiers.....	65
7. Fonctionnement institutionnel.....	66
7.1. Programmation et responsabilisation des activités	66
7.2. Réunions statutaires	67
7.3. Manuel de procédure	67
8. Suivi budgétaire.....	69
8.1. Système de gestion	69
8.2. Structure des dépenses	69
8.3. Sources de financement	69
9. Programme d'activités 2016	70
Conclusions	74

Avant propos

Si j'étais intellectuel, je serais libre

Vous êtes libre penseur ? Oui, mais je ne pratique pas souvent.



Une des possibles caractéristiques de la vie intellectuelle au Mali est l'accaparement de son espace par les politiques et leurs thuriféraires plongeant une partie appréciable de l'intelligentsia dans le silence voire la paresse. Le silence s'observe bien au-delà de l'espace public, dans l'enceinte universitaire, dans les fora du savoir. On l'observe par l'insuffisance de thèses, de mémoires de qualité, de travaux scientifiques ou universitaires. Le silence est abyssal sur l'analyse des conflits armés, de la désindustrialisation du pays, de l'incapacité de

l'école à produire des savants, des génies et autres esprits futés capables de nous émerveiller et de nous donner espoir en l'avenir. Que dire de la compréhension du renouveau islamique, rien, comme si c'était interdit. Dans un tel vide, deux autorités absolues émergent et dictent leur loi, le religieux et le militaire, l'un s'appuyant sur la peur et la superstition, l'autre sur le canon, deux autorités avec infiniment plus de degré de liberté que n'importe quelle autre composante de la société, artistes, universitaires et scientifiques inclus.

Le triomphe de la croyance peut sonner le glas du savoir, l'une s'alimentant du déni ou de l'absence de l'autre. Cela passe dans toutes les sociétés par un long processus dont on s'aperçoit à peine qu'il est en œuvre, qu'il s'opère silencieusement, insidieusement. Hier, on a magnifié la colline du savoir coupée de celle du pouvoir par la vallée de l'ignorance, trois classes qui s'ignoraient et dont l'affaiblissement effectif de l'une a scellé l'union des deux autres pour que triomphe l'ignorance que la force a pu imposer à tout le monde. D'hier à aujourd'hui, l'activité cérébrale a pu se réduire à la parole politique encadrée par la force et édulcorée par le sacré, jetant dans un ghetto bizarre les producteurs du savoir pourtant censés éclairer la société. Les dures conditions d'existence matérielle finissent de vider le ghetto de ses occupants par la fuite et l'asile pour aller muscler le cerveau des hauts lieux de la bureaucratie et de la violence, autres lieux de la surproduction en tous genres y compris littéraire et scientifique, monopole de l'Occident. Autant de processus qui participe du maintien du pays à la queue de tout classement international digne d'intérêt, revenu par habitant, médecin pour 1000 habitants, espérance de vie, bonheur national brut et des dizaines d'autres indicateurs nous rappelant impitoyablement que quoi qu'on fasse, on n'avance pas parce qu'on bouge sans savoir pour quelles destinations. Il faut réfléchir à tout cela, ne pas l'admettre voire se révolter, aller à l'esprit critique, promouvoir la libre-pensée. Mais comment y parvenir quand au même moment, on nous vante l'interaction poussée entre politiques et intellectuels, gage, selon cette homéopathie, de bonne gouvernance comme si le bétet et l'expert faisaient bon ménage. Dans un tel contexte et sous nos tropiques, investir dans la recherche se réduit à investir dans l'administratif, la recherche étant financée comme l'achat de n'importe quel bien y compris l'importation de lait en poudre pour des cadres supérieurs dans un pays de malnutrition endémique comme si rien ne provoquait rien, tout ici étant dû au hasard c'est-à-dire tout constat réel sans cause réelle décelable.

Se mettre à l'abri de l'esprit critique, c'est hypothéquer l'émergence, mettre fin à la liberté de pensée et surtout d'expression. Et qu'on ne prétende pas que tout le monde est libre pourvu que personne ne paie pour personne. La libre-pensée, la liberté intellectuelle et pas seulement universitaire doit être financée par l'argent public et le financement de la recherche scientifique ne peut emprunter les mêmes canaux du financement des achats de fournitures de bureau. Est-il insensé d'imaginer que l'argent puisse être donné à des professeurs pour qu'ils produisent du savoir à travers de vrais projets ou programmes de recherche identifiés et conduits en toute liberté, dans tous les secteurs d'activités ou domaines du savoir. Il ne serait pas moins judicieux de distribuer de l'argent public pour produire du savoir que pour faire de la politique. Lorsqu'on refuse tout aux intellectuels, ils baissent les bras. Mais, comment être heureux face à des intellectuels démunis, incapables de réfléchir par eux-mêmes encore moins d'indiquer des alternatives crédibles de sortie de l'arriération, réduits à se faire socialement accepter, loués et distingués par les souverains du jour, politiques, religieux ou militaires. En fin de compte, rien ne reste de leur individualité, la société reste privée de capacités réelles de planification, d'analyse structurelle et ceux qui ne peuvent imaginer le moindre scénario de développement humain, égrènent des chapelets de doléances dont le groupage constituerait un projet de société si ce n'est leur vision du monde.

Il est à craindre que le silence n'émousse l'intelligence de nos savants, de nos experts, d'autant plus que le silence a ceci de fâcheux qu'il signifie tout et rien à la fois, tout si l'expertise reste intacte et s'alimente continuellement en marge de tumultes et de tempêtes ravageuses de la tranquillité et de l'inspiration, rien si à force de se taire, de ne pas écrire l'on ne perde le goût et la capacité de se secouer les méninges. Le pays a déjà fait l'expérience d'intellectuels qui ont bravé le refus de financement de leurs activités scientifiques indépendantes si ce n'est pire tout en gardant intacte la flamme de la libre-pensée, forgeant l'admiration de jeunes lycéens et étudiants. Ceux-ci ont, hier refusé l'invitation à la bamboula du jour, parce qu'il y avait honte à vivre l'obscurité, honte à ne rien faire, ne rien écrire, ne rien décrire, ne rien analyser, ne rien critiquer, honte à se détourner de l'effort pour le progrès social. Voilà qui est aussi attendu des intellectuels, si seulement ils le peuvent, analyser, comprendre et saisir le sens des réalités au moyen de leur intelligence. Qu'ils écrivent leurs pensées, produisent livres et articles de revue et de presse, animent des débats scientifiques, critiquent les théories établies mais dont la validité est désormais remise en doute par le progrès scientifique, élaborent de nouvelles thèses et théories.

Le Mali doit apprendre à produire des Cheick Anta Diop, des Samir Amin et autres savants d'Afrique et d'ailleurs qui auront tant apporté à l'humanité. Il doit structurer et publier la pensée de ses intellectuels traditionnels à défaut de leur confier des chaires dans les universités. Admirez les fables de Djélibaba Sissoko, la beauté et la cohérence de la pensée philosophique de Toumani Koné, la sagesse véhiculée dans les chansons populaires, la grandeur protocolaire de certains griots, conseillers diplomatiques avant l'heure. Tous ces auteurs ont magnifié la liberté, la justice, le courage de la critique. Ils ont tous acquis la notoriété malgré si ce n'est grâce à une vie obscure faite de recherche, de travail passionné, à l'ombre des médias aujourd'hui capables de faire de vous un expert même si vous êtes dépourvus de toute compétence technique, de toute conviction éthique, répandez-vous seulement en paroles oisives tout en faisant sérieux et grave.

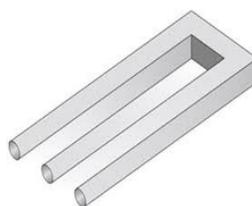
Il n'est pas attendu des intellectuels qu'ils obéissent à des ordres mais qu'ils apportent de la réflexion, des idées. Comment le peuvent-ils s'ils sont esclaves d'un ordre injuste, privés de subsides pour les faire taire, privés de sous pour entreprendre leurs travaux dont l'immatérialité le dispute à la spéculation hasardeuse. Il leur est attendu l'esprit critique, la libre-pensée,

critique pour une meilleure allocation des ressources pour plus de progrès social, critique des idées surannées, des théories si mal structurées et incohérentes qu'elles heurtent la science et même le bon sens. De la critique naîtra le savoir dans un processus cumulatif de sorte que chaque pas accompli par les devanciers est une avance prise par leurs successeurs dans la course au savoir et à l'innovation.

La libre-pensée doit triompher de la marchandisation du savoir avec le diktat des chiffres de vente, de publications universitaires, diktat de prolétarisation du cognitariat. Il faut donc de l'audace, oser défier et affronter une myriade de dogmes et de théories obscures maintenant l'ordre établi pourtant si peu porteur d'avancée significative en matière de progrès et de droits humains. Pour ce faire, l'intellectuel ne peut indéfiniment faire l'économie d'un mouvement de libre-pensée pour accompagner les mouvements sociaux en cours. Ce mouvement de libre-pensée doit investiguer et interroger les idées, quelles qu'elles soient, les dogmes et autres croyances surannées. Cela n'est possible que si au préalable, l'intellectuel se libère par devoir de doute, d'écoute, de documentation tous azimuts, d'analyse critique et de diffusion de résultats de ses investigations. GREAT en appelle à ce sursaut, pour rompre le silence de l'absence de pensée afin que s'engage la lutte des idées et théories, y compris la laïcité que le renouveau religieux met à l'ordre du jour.

L'Etat doit garantir aux intellectuels la liberté de penser et de produire du savoir pour qu'ils éclairent les politiques publiques, pour qu'ils animent des think tanks indépendants. L'intelligentsia ne peut aujourd'hui être la cible de régimes démocratiques qui devraient plutôt en faire leur lanterne. Puisque quelque chose de mieux est possible pour le rayonnement intellectuel, osons proposer des programmes hardis de recherche, montons de nouveaux plans stratégiques, organisons des Journées du savoir, animons des Universités populaires où l'on invite non pas des experts établis, mais des citoyens ordinaires, artisan, paysan, soldat, entrepreneur, étudiant, chômeur, organisons des cafés de rencontre entre intellectuels et acteurs de développement sur le terrain, maintenons au Mali une vie intellectuelle digne de nos devanciers y compris les intellectuels traditionnels, ceux qui ont produit et légué du savoir sans avoir bénéficié de l'honneur des amphithéâtres et des conférences de haut niveau.

Comment pouvons-nous écrire ces lignes et publier un programme de recherche quand on sait notre dénuement matériel total, qui nous retire toute liberté d'action, quand on sait le dénuement de l'Etat pourtant plus riche que n'importe quel citoyen du pays, quand on sait l'ignorance largement partagée qui dénie à tous l'esprit critique, la vie intellectuelle, préoccupée que serait cette ignorance à garantir la sécurité alimentaire à ses membres. Ne pas financer de telles initiatives, c'est refuser que le Mali émerge, qu'il ne sorte de l'obscurantisme, c'est ne pas réfléchir notre futur et ne pas se préparer un avenir. Le financement de la production et de la circulation du savoir, sur ressources publiques comme par des mécènes et autres fondations nationales privées est une composante essentielle de la démocratisation et de la promotion des droits humains surtout si l'on veut que notre réforme sociale ne soit ni un coup pour rien, ni un rêve de singe. Quoi de plus noble que de subventionner la production et la diffusion du savoir, que de financer des think tanks.



Résumé exécutif

Le présent rapport fait le point des activités réalisées par GREAT durant l'année écoulée. Ces activités portent comme à l'accoutumée sur les études et recherche, les enquêtes, la formation et le renforcement de capacités, la communication et l'information, les publications. De même, le suivi budgétaire, le fonctionnement institutionnel de Great ainsi que des partenariats multiformes se sont aussi amplifiés au cours de l'année passée. Enfin, le rapport fait une prévision des activités pour l'année 2016 ainsi les délais d'exécution avec indication des premiers responsables.

Les travaux d'études et de recherche sont regroupés sous 5 thématiques principales à savoir :

- Evaluation de la gouvernance
 - ✓ Indice de gouvernance au Mali
 - ✓ Perspectives de sortie de la crise du Nord au Mali
 - ✓ Mobilité sociale au Mali
 - ✓ Évaluation de l'éligibilité de la gestion des finances publiques – Documents complémentaires à la fiche action
 - ✓ Impact socioéconomique de l'extraction minière sur les communautés locales
 - ✓ Etude sur l'impact de l'extraction minière sur les finances communales
 - ✓ Elaboration de modèles économiques de calcul de l'amortissement de matériels agricoles
- Développement durable
 - ✓ Distribution des privations d'infrastructures et services sociaux au Mali
 - ✓ Impacts économique et social de la politique économique de la chute du cours mondial du pétrole
 - ✓ Les implications nationales de la mise en œuvre des ODD au Mali
 - ✓ Evaluation du Programme mondial pour le renforcement de la sécurisation des produits de santé de la reproduction (GPRHCS) au Mali en 2015
 - ✓ Perceptions populaires de la Chine
 - ✓ Revenu de l'emploi au Mali
 - ✓ Inégalités et distribution de revenu au Mali
- Marché du travail et mouvements sociaux
 - ✓ Le monde du travail
 - ✓ La typologie du travail au Mali
 - ✓ La pluriactivité au Mali
- Equilibre macroéconomique
 - ✓ Evaluation de l'éligibilité macroéconomique du Mali
 - ✓ Construction d'une matrice de comptabilité sociale
- Etat et religion
 - ✓ Religion et politique
 - ✓ Renouveau religieux au Mali.

A ces travaux spécifiques s'ajoute un certain nombre d'offres infructueuses d'études et de recherche proposées par GREAT à ses partenaires. Il s'agit essentiellement du programme mobilité et migration pour le développement – Renforcement des capacités de l'administration et des collectivités territoriales, l'élaboration de modèle de cadre budgétaire à moyen terme au compte du Ministère de l'économie et des finances et du contrôle de la durabilité des interventions WASH – Partenariat Pays-Bas/UNICEF/Mali – dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Mopti.

Quant aux enquêtes, elles ont porté sur :

- La compétitivité des entreprises avec World Economic Forum
- La démocratie et la gouvernance avec Afrobaromètre
- Le renouveau religieux au Mali avec FAFO.

Le domaine de la formation et du renforcement de capacités a concerné aussi bien les formations dispensées par les chercheurs de GREAT que celles reçues par le personnel du groupe. Il s'agit de 3 ateliers de formation et 7 ateliers de renforcement de capacités.

Au titre des publications, six rapports de recherche dans "Les Great_Cahiers" et 12 Policy briefs (1 par mois) dans "Le Great_Savoir" ont été publiés au cours de l'année 2015. Par ailleurs, la mise à jour quotidienne de la Base de connaissance sur le site (www.greatmali.net) a continué tout au long de l'année.

Les activités de communication ont porté sur:

- la dissémination des résultats Afrobaromètre Round 6 à Bamako auprès de la presse, des PTF, des universitaires, de la société civile et de l'administration publique
- la dissémination des résultats de l'évaluation finale du projet CABRI-IBP à Pretoria en Afrique du Sud auprès des OSC et de l'administration publique
- la dissémination de résultats de recherche de GREAT à Bamako auprès de DNPDP, DGB, des PTF et des OSC.

Le fonctionnement institutionnel du groupe a été classique avec l'exécution du programme d'activité 2015 par la direction exécutive à travers ses 4 départements sous la supervision du Comité d'orientation qui s'est réuni pour valider le rapport d'activité 2014 puis examiner et adopter le programme d'activité 2015. Les réunions du personnel se sont tenues au gré des besoins et pour faire l'état d'exécution et la programmation des activités dont la réalisation a donné lieu à 6 ateliers résidentiels hors du siège du groupe.

La gestion administrative et financière s'est faite à travers la tenue de la comptabilité, le suivi budgétaire avec le logiciel Sage Comptable et l'analyse de la structure des dépenses et des sources de financement. Il faut enfin noter l'adoption d'un manuel de procédure administratif et financier.

Introduction

Ce document dresse le bilan du programme de travail 2015 et ouvre sur les perspectives 2016. Pour GREAT, non seulement l'année 2015 aura été synonyme de grands chantiers, puisque la diligence des études Afrobaromètre était inscrite dans l'agenda de travail particulièrement durant le premier semestre de cette année, mais elle aura été également celle de nombreuses réalisations surtout en matière de connaissance du monde du travail au Mali avec la collaboration avec l'ONEF. Amorçées en fin 2014, les études Afrobaromètre étaient au cœur des actions tout au long de l'année 2015.

Parallèlement à ces deux gros chantiers, GREAT a mené des études et recherche sur l'évaluation de l'éligibilité de la gestion des finances publiques – Documents complémentaires à la fiche action –, l'impact socioéconomique de l'extraction minière sur les communautés locales, l'étude sur l'impact de l'extraction minière sur les finances communales, les impacts économique et social de la politique économique de la chute du cours mondial du pétrole, entre autres.

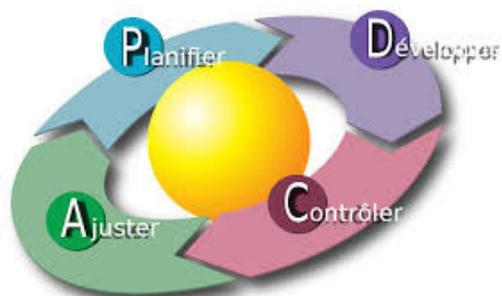
La première section du rapport porte sur les activités d'études et de recherche, la seconde sur les enquêtes, la formation et le renforcement de capacités constituant la troisième partie, la quatrième partie sur la communication et l'information, la publication en section 5, le partenariat, le fonctionnement institutionnel, le suivi budgétaire et la programmation constituent respectivement les 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} section dudit du rapport.

Les travaux de recherche portent sur l'évaluation de la gouvernance, le développement durable, le monde du travail, l'équilibre macroéconomique, l'Etat et la religion et diverses offres techniques de prestation de services de consultance. Quant aux enquêtes, elles concernent essentiellement l'enquête Afrobaromètre sur la gouvernance et la démocratie, l'enquête WEF sur la compétitivité globale en entreprises, l'enquête ISSER sur l'évaluation d'impact du programme de relance des paysans sur la productivité agricole et 3 enquêtes avec PSI/Mali sur des sondages d'opinion. De même, des chercheurs de GREAT ont participé à une dizaine d'ateliers de formation et de renforcement de capacités, soit comme formateurs (soit 3 sessions) ou comme auditeurs (7 sessions). En plus des ateliers de dissémination que GREAT organise à la suite des articles publiés à l'issue de l'enquête Afrobaromètre, l'année 2015 a vu l'organisation par GREAT des sessions d'information aussi bien au niveau national qu'international. Les travaux de publication concernent essentiellement les Great_Cahiers et le Great_Savoir qui assurent le relais entre GREAT et différents utilisateurs des résultats de recherche en plus évidemment du site (www.greatmali.net) qui commence à attirer de plus en plus d'internautes à la recherche de données fiables sur le Mali. Tout au long de l'année écoulée, GREAT a consolidé ses liens de partenariat avec des organisations publiques, privées et internationales sur divers sujets d'intérêt stratégique. Enfin, comme toute organisation, GREAT a pu animer sa vie institutionnelle par la tenue régulière des instances du groupe.

1. Etudes et recherche

1.1. Evaluation de la gouvernance

☞ Indice de gouvernance au Mali



Pour traiter des questions portant sur la gouvernance au Mali, nous avons utilisé des indices de demande et d'offre de gouvernance au Mali sur la base des données d'enquêtes Afrobaromètre 2014. Du côté de la demande, il a été construit des indices relatifs à la citoyenneté, à la redevabilité, à la séparation des pouvoirs. Pour ce qui est de l'offre, les indices sont relatifs à la confiance aux institutions, à l'efficacité des pouvoirs publics, à la sécurité, à la corruption et à la justice. La comparaison de ces deux indices, demande et offre, permet de jauger le niveau d'équilibre du marché. L'évolution de la gouvernance est également mesurée pour voir les progrès établis et voir les défis de

la longue marche vers un idéal de bonne gouvernance.

En moyenne, l'indice de citoyenneté se situe à 74% au niveau national avec le taux le plus faible observé à Kidal avec 60% et le plus élevé à Sikasso avec 83%. Pour une moyenne nationale de 56%, le niveau de l'indice de redevabilité varie très faiblement selon les régions et le sexe. Ce taux est en faveur des régions de Sikasso et des hommes. Le premier indice d'offre ou plus exactement l'indice de confiance aux institutions est à 57% avec une répartition géographique en faveur des régions de Gao, de Ségou. L'indice de corruption ou plus exactement de l'indice de non observance de la corruption se situe à 96% en 2014 au Mali. Ce taux indique que les maliens ne sont pas très au fait des manifestations de la corruption ou ne sont pas portés à l'informer au cours d'enquêtes de ce genre. Quoique en baisse continue, le déficit de gouvernance est observable sur les 4 derniers rounds au Mali, passant de 75% en 2008 à 59% en 2014.

Problématique	Comment concilier la demande populaire de gouvernance et sa mise en œuvre effective par les élites au pouvoir au Mali? Telle semble la vraie question posée au sortir de la "crise du Nord". Comme dans la plupart des pays en développement, l'intérêt croissant pour la "qualité de la gouvernance", depuis quelques années, a entraîné une augmentation spectaculaire de l'utilisation des "indicateurs de gouvernance" à des fins analytiques et d'aide à la décision. Pour la présente étude, l'on a procédé à une évaluation du marché de la gouvernance par la construction d'indices de demande et d'offre à partir de questions relatives d'une part à la citoyenneté, à la redevabilité et à la séparation des pouvoirs et d'autre part à la confiance aux institutions, à l'efficacité des pouvoirs publics, à la sécurité, à la corruption et à la justice. Ces données portent sur les perceptions des maliens adultes de 18 ans et plus à travers tout le territoire national.
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none">✓ Les indices composites construits ont permis de mieux connaître les perceptions des maliens sur les problèmes de gouvernance et d'identifier les défis existants en matière de gouvernance.✓ L'évolution de la gouvernance est également mesurée pour voir les progrès établis et voir les défis de la longue marche vers un idéal de gouvernance
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none">✓ Michael Bratton et Richard Houessou (2014): La demande de démocratie augmente en Afrique – Mais la plupart des dirigeants politiques ne répondent pas aux attentes

Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rafael Cezar (2012): Un nouvel indice du développement financier ✓ Banque africaine de développement (2001): Gouvernance en Afrique – Etat des lieux ✓ GREAT (2014): Démocratie et attachement aux institutions traditionnelles au Mali ✓ La démarche méthodologique suivie est celle de la construction d'indices composites. Dans un premier temps, l'on a procédé au choix des questions relatives aux différents domaines du marché de la gouvernance dans le questionnaire Afrobaromètre. Ensuite, l'on a procédé à une dichotomisation de plusieurs questions portant entre autres sur l'intérêt pour les affaires publiques, les plaintes pour mauvais services publics, le paiement des impôts, la signalisation des incidents de corruption aux autorités et le refus de payer des services et impôts, etc. ✓ Les indices construits donnent une image d'un ou plusieurs aspects de la gouvernance, ainsi qu'une mesure de la précision des indices pour des déterminants à savoir les régions, le sexe, l'éducation; la résidence, l'âge. ✓ Les Indices composites élaborés à partir de plusieurs indices individuels ont permis d'expliquer le niveau actuel du marché de la gouvernance au Mali
Données utilisées	Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre, notamment le Rounds 6
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les résultats montrent qu'il existe un déficit de gouvernance au Mali quel que soit le milieu, la région, le sexe ou le niveau d'éducation ✓ Quoique en baisse continue, le déficit de gouvernance est observable dans tous les 4 derniers rounds au Mali, passant de 75% à 59% entre 2008 et 2014 avec une diminution en 2013 ✓ Très peu de maliens affirment avoir connu des cas de corruption selon les résultats de l'enquête Afrobaromètre 2014 avec seulement un taux moyen de 4% ✓ Les régions de Gao et de Tombouctou présentent des indices moyens de sécurité de 34% et de 39% contre une moyenne nationale de 63% ✓ Les ressortissants des régions de Sikasso, de Koulikoro et de Ségou semblent plus exigeants en matière de redevabilité des pouvoirs publics vis-à-vis des citoyens avec respectivement 61%, 60% et 58% contre une moyenne nationale de 56%.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un des défis majeurs en matière de gouvernance au Mali demeure l'éducation de masse pour plus de citoyenneté et de redevabilité populaire ✓ Des efforts restent à faire au niveau des pouvoirs publics pour que la confiance soit au rendez vous avec les citoyens ✓ Des actes d'insécurité subsistant dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal, il est du devoir de l'Etat de prendre les mesures pour un retour à l'ordre normal ✓ La satisfaction des besoins essentiels des populations, notamment dans les domaines de la justice et de la sécurité, pour un meilleur approfondissement de la confiance aux institutions

☞ Perspectives de sortie de la crise du Nord au Mali



Après avoir connu une des plus graves crises de son histoire en 2012, le Mali a depuis entamé le processus de sortie de crise et de normalisation avec les élections

présidentielle et législatives et la signature d'un accord de paix global difficilement négocié à Alger puis finalement signé à Bamako. Le pays reste confronté à un certain nombre de défis dont celui de la stabilité et de l'unité nationale dans le processus actuel de paix et de réconciliation. L'édition 2014 (Round 6) des enquêtes Afrobaromètre, faisant suite à l'édition spéciale crise, de 2013 (Round 5.5) s'est faite l'échos, auprès des citoyens, de nombre de questionnements relatifs à ce défi qu'il faudra nécessairement traiter afin

que le pays puisse véritablement avancer vers une paix durable et la réconciliation et s'attaquer aux problèmes habituels de développement. Il a été notamment demandé aux maliens de donner leur point de vue, non seulement sur les sujets

classiques de l'environnement social, politique et économique mais aussi sur l'efficacité du gouvernement à faire face au problème de groupes armés, les options de sortie de crise et de paix durable et de réconciliation nationale.

Problématique	Bien que les négociations d'Alger aient enregistré la participation de divers acteurs y compris la société civile, l'opinion du citoyen ordinaire sur les questions de sortie de crise et de réconciliation nationale est peu documentée pour pouvoir être prise en compte au niveau décisionnel. Pour analyser les perceptions populaires au Mali, dans une perspective de sortie de crise, cette étude met en parallèle les résultats du Round 6 (2014) des enquêtes Afrobaromètre avec ceux des rounds 5.5 (2013) et 5 (2012). Elle traite de l'opinion des citoyens successivement sur l'efficacité du gouvernement dans la gestion du conflit du Nord, sur les issues possibles de ce conflit et sur le processus de réconciliation nationale en cours dont la signature de l'accord de paix entre le gouvernement et les groupes armés.
Pertinence politique	En offrant une synthèse des perceptions populaires sur les questions abordées, cette étude pourrait constituer un des repères pour la prise en compte de l'avis du citoyen ordinaire dans la gestion de la sortie de crise.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ François Koné, Massa Coulibaly (2013), La démocratie à l'épreuve de la crise au Mali – Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre, Les Great Cahiers N°45 vol.1, juillet-septembre ✓ Coralie Le Bescont-Simon Nestmeier-Lea Rauch, Le conflit malien perspective sahélienne, Dossier réalisé par les étudiants de Science Po Paris, Observatoire des conflits (http://www.parisglobalforum.org/karima-bennoune.html)
Méthodologie	La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif au niveau régional. Les données recueillies sont saisies sur CPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre, notamment les Rounds 6, 5.5 et 5.
Principaux résultats	<p>Dans l'opinion des citoyens se dégagent les principaux résultats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les trois quarts des citoyens jugent le gouvernement efficace face au problème des groupes armés mais pour être plus efficace il doit poursuivre les négociations (26%) tout en renforçant les réponses ou les capacités militaires ✓ la sécession du nord n'est que très rarement évoquée comme option de sortie de crise, 2% en 2014, un malien sur dix en 2013 et moins de 1% en 2012 ✓ les maliens sont globalement optimistes que la signature d'un accord de paix puisse jeter les bases d'une paix durable (7 citoyens sur 10) même si plus du quart (28%) de ces maliens n'est pas de cet avis ✓ la réussite du processus de paix et de réconciliation passe par des poursuites judiciaires des suspects avec condamnation des coupables et la recherche de la vérité, deux options privilégiées des maliens, en 2014 comme en 2013. ✓ des 2 options contrastées que sont la confession et le pardon versus la recherche de la vérité, les maliens sont plus favorables à la seconde, ce qui légitime en quelque sorte la mise en place de la CVJR (Commission vérité justice et réconciliation) ✓ pour aller à la réconciliation, les maliens seraient plus favorables à ce qu'on soit regardant sur ce qui s'est passé qu'à ce que l'on fasse l'impasse là-dessus
Recommandations	Afin de prendre en compte le point de vue des citoyens, il apparaît, pour le gouvernement, le défi de trouver le juste milieu entre les tenants de la réponse militaire et les tenants de la négociation. Un deuxième défi réside dans la prise en compte de l'avis des jeunes (18-25 ans) qui ne semblent pas être sur la même longueur d'onde que les autres sur bien des sujets abordés. Enfin, un défi non moins important à relever demeure celui de la réconciliation des "regardants" et des "partisans de l'oubli" dans l'intérêt de l'unité nationale et d'une paix durable au Mali, deux faces de la même médaille, à savoir le non à l'impunité et le oui à la tolérance.

Évaluation de la gestion des finances publiques au Mali



Un bon système de gestion des finances publiques permet aussi bien la mise en œuvre des politiques nationales que la réalisation des objectifs de développement, à travers l'atteinte des trois objectifs budgétaires principaux, à savoir la discipline budgétaire, l'allocation stratégique des ressources et la prestation efficiente des services publics. Aussi, est-il établi que, (i) la maîtrise effective des agrégats budgétaires et la gestion des risques budgétaires contribuent à maintenir la discipline budgétaire globale, (ii) la planification et l'exécution du budget fondées sur les priorités nationales facilitent la réalisation des objectifs du gouvernement, (iii) la bonne gestion de l'utilisation des ressources budgétisées facilite la prestation efficiente des services et l'utilisation optimale des ressources.

Au Mali, le processus de préparation et d'exécution budgétaire est encadré d'une part par le CSCRP qui précise les principales dépenses de développement, et d'autre part, par un cadre juridique et

réglementaire de gestion des finances publiques (loi n°096-60 portant finances publiques au Mali). Du coup, la différence entre les dépenses réelles totales et les recettes réelles totales par rapport au budget approuvé initialement est relativement faible (2012-2014). Néanmoins, un effort en matière d'exhaustivité et de transparence reste à faire au vu des résultats des différentes évaluations.

Dans l'ensemble, les systèmes de contrôle et de vérification interne comme les mesures de contrôle des engagements de dépenses sont opérationnels mais ont besoin d'amélioration pour la plupart des entités de l'exécutif et des autres pouvoirs (législatif, judiciaire). Dans le cadre du PAGAM, il est fait recours à l'outil informatique au ministère des finances. Dans le cadre de l'enregistrement, il fait recours à une régularisation périodique des comptes.

La mise en œuvre du PAGAM concerne l'ensemble de la chaîne de la dépense publique, de la programmation jusqu'à la loi de règlement. Outre l'introduction de la gestion axée sur les résultats, cette réforme porte également sur le renforcement de capacités des services de l'assiette par la formation et l'acquisition de matériel informatique.

Problématique	Il s'agit ici de faire un diagnostic du système des finances publiques du Mali à travers, la crédibilité budgétaire, l'exhaustivité et la transparence, d'analyser le programme de réformes de la gestion des finances publiques et d'évaluer la performance et la crédibilité des réformes des finances publiques
Pertinence politique	Dans le cadre de l'évaluation de la gestion des finances publiques, le Groupe sur la gestion des finances publiques du CAD/OCDE et ses partenaires ont conçu un outil permettant de fournir des données fiables sur la performance des systèmes, des procédures et des institutions de gestion des finances publiques au fil du temps. Cet instrument couvre des domaines très variés des finances publiques, de la préparation du budget à l'audit en passant par l'administration des recettes, la passation des marchés, la gestion de la trésorerie et la comptabilité. A travers une série d'indicateurs

	<p>mesurant l'évolution de la performance des systèmes, des procédures et des institutions de gestion des finances publiques, cet outil présente un cadre de référence permettant de rendre compte de la performance de la gestion des finances publiques telle qu'elle ressort de l'analyse des indicateurs. Sa mise en œuvre requiert la participation des principales parties prenantes, la planification et la gestion appropriée de l'évaluation et le suivi des recommandations. Cette fois-ci, l'on se focalise sur le diagnostic du système actuel de gestion des finances publiques, l'examen des réformes, passées et en cours, et enfin l'évaluation et la crédibilité desdites réformes.</p>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ AIDCO, DEV, RELEX (2002): Guide méthodologique pour la programmation et la mise en œuvre des appuis budgétaires dans les pays tiers ✓ Céline Allard-Prigent, Cédric Audenis, Karine Berger, Nicolas Carnot, Sandrine Duchène, Fabrice Pesin (2002): Présentation du modèle Mésange, Document de travail, Direction de la prévision du Ministère de l'économie et des finances, mai ✓ Banque mondiale (2014): Mali – Etat de la reprise économique et perspectives, juin ✓ Jamal Bakhti, Jean Louis Brilletti, Moulay Ali Sadiki (2011): Présentation du modèle PRESIMO – Modèle de prévision et de simulation des politiques économiques de l'économie marocaine, Haut commissariat au plan, janvier ✓ BCEAO (2013): Perspectives économiques des Etats de l'Union économique et monétaire ouest africaine, janvier
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse documentaire ✓ Rédaction de rapport
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dispositions législatives et réglementaires organisant les missions des ministères ✓ Rapports d'études et de recherche sur les finances publiques au Mali ✓ Documents divers
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les dépenses primaires réelles (non compris les dépenses au titre du service de la dette et le BSI extérieur) ont été supérieurs de plus de 5% par rapport aux montants initialement prévus malgré les efforts du gouvernement à maintenir une discipline budgétaire globale. ✓ Au cours des trois derniers exercices (2012-2014), les recettes internes réelles collectées ont été inférieures aux prévisions inscrites dans la loi de finances initiale ✓ La classification utilisée est à la fois administrative par rapport notamment aux pouvoirs publics et ministères, et économique, par nature de dépenses ou chapitre de fonctionnement, personnel, matériel, entretien, subventions aux EPA, action éducative, action économique, action sociale, autres dépenses.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nonobstant des progrès, le Mali devra faire des efforts dans la collecte des recettes fiscales et douanières, dans l'amélioration des procédures d'exécution et de contrôle des dépenses, etc. ✓ Malgré l'augmentation du score du pays dans l'OBI, le Mali doit faire des efforts en matière de l'exhaustivité du budget et des documents budgétaires ✓ Au Mali, l'on a assisté à une floraison d'organismes de contrôle (22 au total) qui se chevauchent dans l'audit et le contrôle de la gestion des finances publiques ✓ Les bonnes pratiques de prévention de la corruption dans la gestion des finances publiques sont brandies à l'échelle internationale, régionale et nationale comme un outil de réduction de la corruption. Pour ce faire, le Mali travaillerait à appliquer les bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques, lesquelles mériteraient à être suivies pour plus d'efficacité et d'efficience dans la gestion des maigres ressources publiques du pays.

👉 Etude sur l'impact de l'extraction minière sur les finances communales



Des données budgétaires ont pu être obtenues sur les exercices 2007 à 2013 avec un nombre variable de communes d'un exercice à l'autre. Toutes ces données ont été saisies pour constituer une base de données sur Excel, avec, pour les dépenses 860'929 lignes et pour les recettes, 549'409. Compte tenu de l'échantillonnage qui varie d'un exercice à l'autre et en fonction des différents types de communes (minier, avoisinant minier, reste cercle minier, reste région minière et reste pays) et pour relativiser les données, l'analyse a privilégié les recettes ou dépenses moyennes par commune ou par habitant, ainsi que les soldes et taux d'exécution du reste.

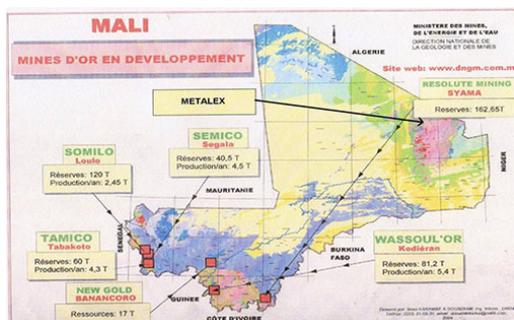
Au sortir du traitement des données, essentiellement par tableaux croisés

dynamiques, les communes minières se singularisent ou se distinguent des autres communes par un certain nombre de caractéristiques, parmi lesquelles, (i) des ressources, 3 à 5 fois plus importantes, tant par commune que par habitant, (ii) des dépenses moyennes, 2 à 3 fois plus importantes que la moyenne nationale, (iii) des recettes de fonctionnement majoritairement constituées d'impôts et taxes et marginalement de transferts à l'inverse des communes non minières, (iv) des recettes fiscales à dominance impôts liés à l'activité contrairement aux autres communes pour lesquelles prédomine les impôts sur les personnes (TDRL et taxe de voirie), (v) un poids prépondérant aux patentes dans les recettes fiscales liées aux activités économiques, entre 98 et 100%, (vi) des ressources d'investissement majoritairement constituées de résultats patrimoniaux et non de subventions d'investissement, et (vii) des taux de réalisation des prévisions beaucoup plus élevés s'agissant des recettes mais légèrement inférieurs en ce qui concerne les dépenses, surtout au niveau des investissements.

Problématique	Au Mali, l'extraction minière a un impact sur les finances communales de par son apport au budget communal d'une part et la réalisation d'infrastructures sociales d'autre part. En se basant sur le cadre législatif et réglementaire des finances locales, cette étude a analysé l'impact de l'extraction minière sur les finances locales de 5 communes minières dans 2 régions différentes, à savoir les communes de Sadiola et Sitakilly pour la région de Kayes et les communes de Sanso, de Fourou et de Gouandiaka dans la région de Sikasso. L'on s'intéresse ici aux recettes, aux dépenses et aux soldes ainsi qu'au taux d'exécution des budgets communaux.
Pertinence politique	De plus en plus, l'extraction minière devient un des enjeux majeurs de la problématique de développement de notre pays avec le poids élevé de ce secteur dans le PIB ainsi que dans les recettes d'exportation du Mali. Cette étude permet de faire l'état des lieux des finances locales des communes minières échantillonnées
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly (2010): Processus budgétaire communal, GREAT Cahiers n° 34, juillet-septembre ✓ FMI (2014): Mali – Fiscalité minière et pétrolière (Diagnostic), septembre ✓ GREAT (2003): L'indice de pauvreté communal du Mali, GREAT Cahiers n° 4, janvier-mars ✓ ITIE (2014): Réconciliation des flux de paiement effectués par les entreprises extractives et des revenus perçus par l'Etat pour l'année 2012, Rapport final, décembre

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bréhima Kassibo (1997): La Décentralisation au Mali – État des lieux, Bulletin de l'APAD 14 1997, http://apad.revues.org/579 ✓ République du Mali (2011): Loi n°2011-036 du 15 juillet 2011 relative aux ressources fiscales des communes, des cercles et des régions ✓ République du Mali (2002): Décret n°02-0602/P-RM du 30 décembre 2002 fixant la nomenclature budgétaire et comptable des collectivités territoriales ✓ République du Mali (1995): Loi n°95/034/AN/RM du 12 avril 1995 portant Code des collectivités territoriales ✓ Wélé Fatoumata Sow, Massa Coulibaly (2010): Décentralisation et finances publiques au Mali, GREAT Chaires n° 35, octobre-décembre
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse documentaire ✓ Rédaction de rapport
Données utilisées	<p>Les principales sources de données utilisées sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les annuaires statistiques de la Cellule de planification et de statistique du secteur des mines et de l'énergie ✓ les comptes nationaux de l'INSTAT ✓ les statistiques de la BCEAO ✓ les budgets primitifs des communes obtenus auprès de la DNTCP ✓ les comptes administratifs des communes obtenus auprès de la DNTCP ✓ les rapports de nombreuses études et monographies sur la question.
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Au plan national, les recettes de fonctionnement des communes proviennent pour moitié des ressources fiscales et pour tiers des transferts d'autres administrations dont l'Etat et le reste provenant des produits des services du domaine et ventes diverses (pour 12%) et d'autres sources (5%) ✓ Au niveau des communes minières, les recettes fiscales représentent huit dixièmes des ressources totales desdites communes contre un dixième pour les transferts et le dixième restant tous les autres types de ressources de fonctionnement ✓ Quel que soit le type de commune, on observe un accroissement important de la part des transferts dans les recettes totales à partir de 2011, dépassant les 60% pour l'ensemble et les 25% pour les communes minières, le tout accompagné d'une diminution du poids relatif des recettes fiscales ✓ Au regard des seules ressources fiscales, celles-ci sont essentiellement constituées d'impôts liés à l'activité (plus de 80%) pour les communes minières contrairement aux autres où prédominent les impôts sur les personnes (composés de TDRL et de taxe de voirie), surtout dans les communes de type reste région minière (pour les deux tiers des recettes fiscales) ✓ En 2012, 4 des communes minières (Sadiola, Sitakilly, Sanso et Fourou) ont réalisé 1341 millions de francs cfa de patentes, soit 62% des 2140 millions que 5 sociétés minières ont payé au titre des patentes, à savoir Morila, Semos, Yatela, Somilo et Somika (ITIE, 2014) ✓ Une autre source importante du financement des communes demeure les transferts d'autres administrations dont une part suffisamment élevée des subventions qui se situent à 50% pour l'ensemble et 60% pour les communes minières ✓ La dépense moyenne des communes minières est 3 fois plus importante que la moyenne nationale, qu'il s'agisse de prévision ou d'exécution budgétaire ✓ Le taux moyen annuel de réalisation des prévisions de recettes n'est que de 45%, à raison de 59% pour les recettes de fonctionnement et 29% pour celles d'investissement pour l'ensemble des communes contre 71% pour les communes minières, respectivement 81% pour le fonctionnement et 55% pour l'investissement
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Concomitamment à l'accroissement des transferts de ressources aux communes, le système fiscal mériterait une révision dans le sens de sa simplification et d'une meilleure péréquation en faveur des collectivités, pas seulement entre elles mais surtout entre elles prises globalement et l'Etat central ✓ Il se pose aussi la question du financement du déficit qui doit être davantage étudié à l'instar de ce qui se fait dans le cadre de l'examen du TOFE (le tableau des opérations financières des collectivités territoriales)

Impact socioéconomique de l'extraction minière sur les communautés locales



La mesure d'impacts de l'extraction minière, en particulier aurifère dans le cas actuel du Mali, touche à ses dimensions économique (au niveau macro comme au niveau des collectivités territoriales), sociale et environnementale y compris les questions de changement climatique en passant par le maintien de la biodiversité et la préservation des ressources naturelles comme l'eau et le sol. A ces dimensions sont rattachés les

enjeux de développement économique et social ainsi qu'environnemental. La prise en compte de ces enjeux est autant la responsabilité des pouvoirs publics que des opérateurs miniers, qui doivent tous les deux rendre compte des impacts de l'extraction minière, surtout à grande échelle, dans le strict respect des droits humains et des normes internationales de comportement. Pour ce faire, un accent particulier doit être mis sur les ressources des collectivités en relation avec l'apport des sociétés minières et les transferts de ressources de l'Etat vers ces collectivités, en différenciant les collectivités des zones d'extraction minière des autres, en termes de communes, de cercles et de régions.

Problématique	L'extraction minière a un apport économique certain au Mali. Cependant, au niveau local, l'extraction minière, artisanale comme industrielle, peut avoir de nombreux impacts tant du point de vue socioéconomique qu'environnemental. Au plan national et encore plus à l'échelle des collectivités territoriales, l'impact de l'exploitation minière transparaît à travers l'emploi, l'investissement, l'achat de produits locaux et le transfert de technologies des compagnies multinationales aux opérateurs locaux ainsi que la formation du capital humain. Par ailleurs l'extraction minière peut tout aussi impacter négativement l'environnement avec l'usage de produits toxiques et par la destruction des terres cultivables et la déforestation. Il serait intéressant de connaître l'impact final de l'extraction minière, son poids et sa place, après la prise en compte des aspects positifs et des aspects négatifs.
Pertinence politique	Le présent rapport traite successivement du poids du secteur minier dans l'économie nationale, son importance dans les échanges extérieurs du pays et dans les ressources publiques. Il évalue également l'impact de l'exploitation minière industrielle sur l'économie locale en termes d'activités économiques connexes, d'infrastructures et services sociaux de base et de réduction de la pauvreté. Les résultats serviraient d'aide à la décision pour les autorités dans la gestion du secteur minier afin que le pays tire le maximum de profit de l'extraction minière.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Chambre des mines du Mali (2013): Programme d'organisation et d'équipement des orpailleurs du Mali, mai ✓ CPS/SME (2013): Annuaire statistique 2012 mines et géologie, juin ✓ ODHD (2011): Mines et développement socioéconomique au Mali – Enjeux et perspectives, octobre ✓ Oxfam-America (2006): Trésor caché? A la recherche des revenus de l'exploitation aurifère du Mali
Méthodologie	<p>La méthodologie utilisée comprend</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la revue documentaire ✓ l'analyse statistique
Données utilisées	<p>Les principales sources de données utilisées sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les annuaires statistiques de la Cellule de planification et de statistique du secteur des mines et de l'énergie ✓ les comptes nationaux de l'INSTAT ✓ les statistiques de la BCEAO

<p>Principaux résultats</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ les rapports de nombreuses études et monographies sur la question. <p>Au niveau national:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Contribution à hauteur de 7% au PIB, et à hauteur de 65% à la valeur totale des exportations du pays en 2013 ✓ 200 milliards de recettes fiscales soit 25% des recettes fiscales en 2013 ✓ 3635 emplois directs par an en moyenne, entre 2008 et 2013, 7000 emplois indirects en 2013 ✓ Sur la période 2008-2012, 137 milliards fcfa d'investissement <p>Au plan local</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ près de 5 milliards fcfa au titre des redevances du Programme de développement des ressources minérales (PDRM) entre 2005 et 2013 ✓ formation des femmes dans des activités génératrices de revenu ✓ formation des orpailleurs dans les domaines de la promotion de la santé et de l'environnement ✓ réalisation d'équipements marchands et d'infrastructures sociaux de base ✓ taux net de scolarisation dans le premier cycle de l'enseignement fondamental plus élevé dans les communes abritant des mines ainsi que celles avoisinantes ✓ sites d'orpaillage situés dans des bas-fonds, le long des cours d'eau, dans le voisinage immédiat des forêts ou dans les forêts et assez proches des principaux axes routiers posant des problèmes de pollution des cours d'eau et nappes phréatiques, de déboisement des forêts et de circulation des personnes.
<p>Recommandations</p>	<p>Il ressort de l'analyse qu'il faut davantage d'appui au développement local des zones minières avec une plus grande insertion du secteur minier dans les plans et stratégies de développement comme le Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR). A cet effet, à l'instar d'autres pays (Bhushan et al, 2012), il faut une véritable autorité nationale de régulation de l'activité minière qui puisse prendre en charge les questions de redevances, de règlement des litiges et autres aspects liés à l'exploitation minière. Un tel organe serait renforcé dans ses missions par la mise à disposition d'un fonds minéral. Il travaillerait, par exemple, à l'amélioration de la gouvernance et de la transparence dans le secteur, à la mutualisation de certains investissements et à la formation de ressources humaines locales en faveur de l'extraction minière.</p>

☞ Mobilité sociale au Mali



A l'origine, on peut inférer que la mobilité sociale est née de l'abolition du statut social héréditaire des sociétés de caste à laquelle a succédé l'égalité des hommes en droits tant dans les domaines juridique et politique qu'économique. Elle reflète le changement de position sociale des individus, d'une part par rapport à leur origine sociale et d'autre part par rapport à leurs propres situations successives dans l'emploi et dans l'espace.

On estime que la notion de mobilité sociale peut s'appliquer à beaucoup (voire tout) de domaines sociaux permettant une stratification des individus en groupes différents comme ceux plus ou moins liés à l'emploi tels que la catégorie socioprofessionnelle, le statut salarial, le secteur d'activité, le type d'entreprise, etc. Toute stratification associe aux individus des attributs sociaux plus ou moins durables, entre d'une part l'immobilité sociale et les divers degrés de mobilité jusqu'à l'égalité parfaite des chances marquant une indépendance totale des statuts sociaux des origines.

Problématique	Dans les sociétés précapitalistes dominées par l'existence des castes, le statut social est prédéterminé et figé le long de la vie. Dans la société moderne, le statut social est plus ou moins indépendant de l'origine des individus, il n'est pas prédéterminé mais plutôt acquis par compétition plus ou moins ouverte. A cette compétition sont associées les notions d'ascension sociale, de trajectoire professionnelle et d'égalité des chances à l'instar du rêve américain. La capacité d'une société à offrir les mêmes chances à tous se mesure justement par son aptitude à permettre la mobilité sociale de ses membres, indépendamment de leurs origines sociales. Aussi importe-t-il de mesurer l'importance de cette capacité et d'évaluer la mobilité sociale au triple plan des générations, de la profession et de l'espace géographique dans lequel se déplacent les individus pour élire résidence.
Pertinence politique	Face aux insatisfactions de leur situations antérieures ou présentes, la mobilité sociale offre aux membres d'une société une alternative importante pour pouvoir améliorer leur situation. L'influence possible de l'effort personnel sur la situation d'un individu est d'autant plus importante qu'il y a possibilité de mobilité sociale, gage de justice sociale et donc de stabilité pour un pays. La mesure de l'importance des mobilités sociales pourrait constituer un indicateur des risques de troubles sociaux et d'instabilité politique.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dominique Merllié (1999): Les enquêtes de mobilité sociale, in Histoire et mesure, volume 14, n°1-2 Varia, pp. 201-203 ✓ http://www.observationsociete.fr/mobilit%C3%A9-sociale-lascenseur-au-ralenti : Mobilité sociale – L'ascenseur au ralenti
Méthodologie	<p>Pour évaluer la mobilité sociale, il est fait recours aux tables de mobilité qui croisent la position de l'individu avec celle de ses parents ou avec sa propre position antérieure (au double plan professionnel et spatial). Les strates de classification peuvent être la catégorie socioprofessionnelle, le statut dans l'emploi, le quantile de revenu ou de bien-être, le niveau d'éducation et toute autre segmentation sociale.</p> <p>On établit ensuite des matrices de transition entre position des enfants et celle des parents ou entre périodes successives dans la position des individus eux-mêmes sans comparaison avec d'autres individus. La diagonale principale de ces matrices traduit l'immobilité sociale avec reproduction de la position antérieure dans le présent, c'est l'effet "lignée" ou de reproduction sociale. Les éléments hors de cette diagonale traduisent le degré de mobilité des individus.</p>
Données utilisées	✓ Données du module emploi des enquêtes EMOP 2014
Principaux résultats	<p>Mobilité générationnelle: on constate qu'il y a, par rapport à la génération des parents:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ moins d'indépendants (54% des enfants contre 92% de leurs pères), à raison de moins d'indépendants agricoles (72% contre 86%) avec cependant plus d'indépendants non agricoles (21% contre 12%) ✓ plus d'aides familiaux (37% contre 2%) et surtout plus de salariés en particulier privés (6% contre 2%). <p>Mobilité professionnelle: on constate qu'il y a, par rapport à la CSP antérieure:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ moins d'ouvriers (4% contre 7%) et moins d'aides familiaux (37% contre 57%) ✓ plus d'indépendants (54% contre 30%), mais en réalité plus d'indépendants non agricoles (26% contre 20%) avec toutefois légèrement moins d'indépendants agricoles (66% contre 69%). <p>Le taux de mobilité spatiale est estimé à 14% de la population de 2014, soit 2.4 millions d'individus, avec presque autant d'hommes que de femmes.</p>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Promouvoir la mobilité sociale générationnelle par un enseignement fondamental gratuit et obligatoire ✓ Ne mettre aucune barrière à la mobilité spatiale

👉 **Elaboration de modèles économiques de calcul de l'amortissement agricole**



Le Mali est un pays à économie dominée par le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche et foresterie) qui occupe plus de 70% de la population active, contribue à hauteur de 43% au PIB et fournit presque 30% des recettes d'exportation. Quant au sous-secteur agriculture, il repose essentiellement sur la production céréalière (riz, mil, sorgho, maïs,) et légumineuse (haricot, sésame, arachide, etc.). Le second rang est occupé par la production végétale industrielle (coton, canne à sucre, etc.) et par les fruits et légumes.

Le secteur agricole a bénéficié d'un budget global de 122 milliards fcfa en moyenne entre 2002 et 2008. Les activités de

transformation des produits agricoles à but commercial, portent sur une diversité de matières premières agroalimentaires, à savoir les céréales (riz, blé, fonio, mil, sorgho et maïs), les fruits et légumes (mangue, échalote, gombo, agrumes, oseille rouge, tamarin, gingembre, etc.), les produits d'origine animale (lait, viande, miel, ...), le karité, l'arachide et quelques cultures dites industrielles (coton, canne à sucre).

Dans le cadre de l'appui aux conseils régionaux de Ségou et de Mopti en matière de maîtrise d'ouvrage du développement de leur territoire, le PACT-GIZ a initié l'élaboration d'un modèle économique de calcul du revenu territorial, outil qui permettra d'estimer la richesse régionale, les consommations locales et les "exportations", les flux financiers à destination et en provenance de la région. La pertinence du modèle dépend de la qualité des données statistiques récoltées. Le modèle d'amortissement s'inscrit dans ce processus de modélisation du revenu régional

<p>Problématique</p>	<p>Depuis presque 20 ans, l'Etat malien a lancé une réforme de décentralisation où les autorités locales devraient jouer un rôle de moteur du processus de développement local et régional. Après la mise en place des différents niveaux de collectivités et de leurs organes de gestion, il fallait donc outiller ces entités à faire un état des lieux de la dynamique ainsi qu'à mieux orienter et évaluer les stratégies de développement économique, les investissements, etc. Pour ce faire, les régions de Ségou et de Mopti, avec l'appui du PACT-GIZ, ont élaboré un modèle d'analyse économique qui permet d'évaluer le revenu du territoire régional. Pour compléter ce dispositif, un modèle économique de calcul d'amortissement des matériels est ici conçu.</p>
<p>Pertinence politique</p>	<p>Un des enjeux majeurs du processus de décentralisation et plus récemment de la régionalisation réside dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de politiques de développement régional. En effet, les textes réglementaires et législatifs ont accordé aux collectivités issues de la décentralisation le rôle de maîtrise d'ouvrage délégué du développement social, économique, culturel et sportif de leur territoire. Pour ce faire, des dispositifs d'accompagnement ont été mis en place tels que l'ANICT, les transferts des compétences et des ressources, la possibilité de contracter avec des PTF, etc. Ainsi, les régions de Ségou et de Mopti pour jouer pleinement ce rôle de locomotive de développement régional ont conçu un outil quantitatif permettant de faire le diagnostic économique de leur territoire en vue d'une meilleure planification des actions de développement.</p>

Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Direction régionale de l'agriculture Ségou, Rapports annuels des activités des campagnes agricoles 2009-10, 2010-11, 2011-12, 2012-13 ✓ Direction régionale de l'agriculture Mopti, Rapports annuels des activités des campagnes agricoles 2009-10, 2010-11, 2011-12, 2012-13 ✓ Divers rapports des services techniques
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse documentaire ✓ Elaboration des paramètres et calcul des amortissements ✓ Modélisation de l'amortissement ✓ Intégration du modèle dans le modèle global de calcul du revenu
Données utilisées	<p>Les principales sources de données utilisées sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les rapports de campagne des services du développement rural de Ségou et de Mopti ✓ les rapports du PACT-GIZ
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Identification des types d'équipements/matériels utilisés dans les différentes branches d'activités du secteur primaire dans les régions de Ségou et de Mopti ✓ Définition de la formule/modèle de calcul de l'amortissement par branche d'activités sur la base des types d'équipements/matériels utilisés et des paramètres identifiés ✓ Intégration du mode de calcul défini dans le modèle global de calcul du revenu du territoire
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La prise en compte de l'amortissement du matériel/équipement agricole permet d'avoir une estimation assez précise du revenu du territoire compte tenu de la place prépondérante du secteur agricole en général dans l'économie locale et par ricochet dans l'économie nationale à travers les flux d'échanges ✓ La connaissance de la composition et de la structure du revenu du territoire est déterminante pour l'élaboration d'une stratégie régionale pertinente et efficace de développement ✓ Les stratégies de développement doivent être conformes aux axes d'intervention et aux priorités identifiées

1.2. Développement durable

☞ Distribution des privations d'infrastructures et services sociaux au Mali



Du 1^{er} au 15 décembre 2014 a été menée sur terrain, une enquête Afrobaromètre pour recenser les perceptions des maliens au niveau de toutes les régions sur "La qualité de la démocratie et de la gouvernance", auprès d'un échantillon représentatif et aléatoire de 1200 citoyens âgés de 18 ans et plus des deux sexes à part égale. A la différence de beaucoup d'autres

rapports qui traitent des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans la population, ici, il s'agit des observations faites par les équipes d'enquête sur le terrain, observations portant sur la disponibilité ou non dans les sections d'énumération (SE) visitées, de services sociaux (réseau électrique, système d'adduction d'eau, système d'égout ou d'évacuation des eaux usées, réseau GSM de téléphonie mobile), de facilités (école, poste de police/gendarmerie, centre de santé, marché, banque ou institution de microfinance, transport en commun) et finalement la disponibilité de route goudronnée/pavée ou en béton. Le présent rapport traite donc de ces observations et établit un indice de privation des

infrastructures et services sociaux au regard de la non disponibilité dans les SE visitées ou à une distance raisonnable de marche. Il établit également l'évolution des

privations et de l'indice de privation, sur la période 2002 – 2014 à l'aide des observations faites sur le terrain lors de 4 rounds des enquêtes Afrobaromètre.

Problématique	Le niveau de développement d'un pays ou d'une région se mesure souvent par la disponibilité et/ou l'accès aux infrastructures et services sociaux de base. A l'inverse, cette étude cherche à mesurer, au Mali, les niveaux de privations de certaines infrastructures et services sociaux de base, au niveau national, par milieu et par région. Cette approche, équivalente à la mesure des niveaux d'accès, a l'avantage d'indiquer directement de quels infrastructures et services sociaux de base les populations manquent le plus, dans l'ensemble, par milieu et/ou région et par type d'infrastructures.
Pertinence politique	L'accès de la population aux infrastructures et services sociaux de base est un aspect important de la lutte contre la pauvreté. Les niveaux de privations de ces différentes commodités constituent une mesure du chemin à parcourir et des efforts à consentir vers un accès universel à ces biens et services publics. L'analyse par type d'infrastructures ou services sociaux de base, par milieu et par région peut aider à orienter les décideurs dans la formulation et la mise en œuvre des politiques d'amélioration de l'accès à ces infrastructures et services sociaux de base.
Méthodologie	Un indice de privation d'infrastructures ou de services sociaux est établi à l'aide des observations faites par les équipes d'enquête sur le terrain selon que lesdites équipes ont pu témoigner de la disponibilité ou non de services ou facilités dans la SE. L'indice est calculé en sommant le nombre d'infrastructures ou de services sociaux dont est privée une section d'énumération (de 0 à 10). Une fois l'indice calculé en terme de nombre d'infrastructures non disponibles dans la SE, il est ensuite mis en lien avec chaque type d'infrastructure selon le pourcentage de population ne pouvant y accéder. Ensuite, l'indice est distribué par strate i.e. par région et par milieu à l'intérieur de la région et du pays.
Données utilisées	✓ Données d'enquêtes Afrobaromètre round 6 et précédents
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les maliens sont privés de réseau GSM de téléphonie mobile à 9%, d'infrastructures scolaires à 6%, de réseau électrique à 68%, de route goudronnée ou pavée à 75%, de système de transport en commun à 55%, de système d'adduction d'eau à 56% et d'institution financière à 62%. ✓ Les privations sont plus fréquentes en milieu rural qu'en milieu urbain. ✓ Sur la période 2002 – 2014, on observe une diminution constante des privations de services de santé et d'éducation, une baisse très timide de la privation du réseau électrique. Par contre, on n'observe quasiment pas d'avancée dans l'accès des populations à des routes goudronnées ou pavées tellement la privation demeure élevée.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Si la politique d'investissements en infrastructures et services sociaux devrait suivre l'acuité des privations, davantage d'efforts devraient être dirigés vers les régions de Tombouctou et de Mopti, cela en matière d'électrification. La politique d'extension du système d'adduction d'eau devrait alors privilégier les régions de Koulikoro et de Sikasso. Pour la santé, elle devrait cibler prioritairement la région de Mopti ✓ Dans tous les domaines, la région Kayes a enregistré d'importants progrès depuis 2002 à nos jours, sans doute avec le concours précieux de ses nombreux migrants à travers le monde, c'est dire combien la migration peut et doit être intégrée dans les plans et programmes de développement régional et local.

☞ Les maliens déplorent leurs conditions de vie



A l'instar de tous les autres rounds des enquêtes, dans l'enquête Afrobaromètre de décembre 2014, les maliens se sont prononcés sur leurs conditions de vie. Depuis les années 2000 jusqu'à 2014, la majorité des maliens a toujours déploré ses conditions de vie. Ils sont plus de quatre sur dix à trouver leurs conditions de vie identiques à celles des autres maliens.

Beaucoup de maliens souffrent de manque de produits de première nécessité (nourriture, eau, soins de santé, combustible). Aussi très peu d'entre eux ont-ils accès au réseau électrique, à un système d'adduction d'eau, à un système d'évacuation d'eau, etc.

Aussi, ces mêmes maliens souffrent de la non disponibilité à une distance de marche d'école, de poste de police, de centre de santé, de marché, de banque, de moyen de transport payant. A ces difficultés, s'ajoute l'absence des routes pavée goudronnée ou en béton. En matière de la sécurité, il reste beaucoup à faire au Mali. Le cas des régions du nord Mali reste encore un problème crucial avec au moins 95% d'insécurité à Tombouctou et Gao.

Problématique	A l'instar de toutes les autres enquêtes Afrobaromètre, en 2014, il a été demandé à 1200 adultes maliens âgés de 18 ans et plus dont 50% femmes de se prononcer sur différents thèmes dans le but de mesurer l'opinion publique sur les conditions de vie, la situation économique, politique et sociale au Mali.
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Après beaucoup d'années de perturbations liés à la crise sociopolitique et sécuritaire, il était important de faire un état des lieux des conditions de vie des maliens. ✓ Cela semble pertinent car cet état des lieux est un élément éclairer des décideurs politiques dans le cadre de projet visant à améliorer les conditions de vie des citoyens.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ GREAT (2015): Distribution des privations d'infrastructures et services sociaux au Mali – Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre ✓ GREAT (2013): Crise, démocratie et participation – Résultats du round 5 des enquêtes Afrobaromètre
Méthodologie	La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif aux niveaux national et régional. Les données recueillies sont saisies sur CPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre, notamment le Rounds 6.
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La majorité des citoyens estiment mauvaises leurs conditions de vie actuelles. ✓ Seulement 11% des maliens ont à la fois des services de réseau électrique, de système d'adduction d'eau, de système d'évacuation d'eau usées et du réseau GSM disponible dans leur environnement le plus proche ✓ 19% des maliens ont toutes les facilités (école, poste de police/gendarmerie, centre de santé, marché, banque/microfinance, moyen de transport payant) au moins à une distance raisonnable de marche ✓ 60% des maliens sont privés d'au moins un bien/service (nourriture, eau potable pour les besoins domestiques, médicament ou soin médicaux, combustible pour cuisson des repas et argent) ✓ 32% des maliens trouvent difficile l'accès aux services publics (école, soins médicaux, pièce d'identité, assistance de la police, assistance des tribunaux). ✓ 14% des maliens ont manqué de nourriture au moins une fois durant les 12 derniers mois (2014)

Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ En cas d'investissement additionnel, le gouvernement devrait privilégier, le développement agricole. ✓ L'éducation doit être privilégiée à Bamako, la santé à Gao et la sécurité à Kidal.
-----------------	--

☞ Rôle de la Chine parmi d'autres partenaires du Mali



En 2013, année la plus récente où l'on dispose de statistiques sur les décaissements d'aide au développement, la Chine a décaissé 21 milliards fca dont 16 milliards au titre du développement rural et 5 milliards en TIC. Ce niveau de décaissement classe la Chine au 13^{ème} rang des bailleurs de fonds sur 46 recensés dans le rapport cadre des ressources externes à moyen terme du Secrétariat à l'harmonisation de l'aide, rapport publié en juin 2015. La Chine intervient également dans les domaines de l'énergie aux côtés de la Banque mondiale, de la BAD, de la

BOAD, de la Banque d'investissement de la CEDEAO, de l'Union européenne et de l'OPEP, ainsi que dans le domaine des équipements et transports aux côtés des mêmes autres partenaires.

Pour plus d'un tiers (36%) des citoyens maliens, la Chine apparaît comme étant le meilleur modèle de développement futur du Mali. Elle est suivie de très près par la France qui recueille un peu moins du tiers des suffrages (32%). Ainsi, les deux tiers des maliens voient dans la Chine ou la France des meilleurs modèles de développement de notre pays. Le modèle chinois est plébiscité en milieu urbain (54% contre 30% pour le milieu rural) et surtout à Bamako (66%) ainsi que par les intellectuels de niveau secondaire et plus. Plus le niveau d'éducation augmente, plus la Chine apparaît comme devant servir de modèle de développement futur du Mali, tout l'inverse du modèle français que l'éducation fait intrinsèquement rejeter.

Problématique	Il en ressort que sur les sept questions du questionnaire qui ont permis de traquer l'influence de la Chine, son image (positive comme négative) et l'appréciation populaire de son aide au développement économique du Mali.
Pertinence politique	L'aide au développement de la Chine à notre pays ne se reflète pas dans le rang plutôt modeste (même pas dans le premier quintile des principaux partenaires techniques et financiers du Mali) qu'occupe cette puissance dans le concert des partenaires du Mali. Il faut noter que ce sont plutôt les domaines d'intervention de la Chine qui font la différence et non le montant global de l'aide.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Direction de la coopération multilatérale (2014), Rapport sur la coopération au développement 2012-2013 ✓ Direction de la coopération multilatérale (2013), Rapport sur la coopération au développement 2011
Méthodologie	La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif aux niveaux nationale et régional. Les données recueillies sont saisies sur CPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre (Rounds 6)
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 2/3 des maliens voient dans la Chine et la France (36% respectivement 32%) les deux meilleurs modèles de développement futur du Mali. La Chine est davantage le meilleur choix pour les urbains (54%, avec 66% à Bamako) et les intellectuels (69% pour le niveau post-secondaire).

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour 7 maliens sur 10 (73%), la France est de loin le pays qui a le plus d'influence sur le Mali, avec 9 citoyens sur 10 dans les régions du Nord (91% à Kidal, 90% à Tombouctou et 87% à Gao), régions sous forte présence militaire française depuis la crise de 2012. Il est dès lors clair que bien qu'étant le deuxième pays le plus influent au Mali, la Chine ne pèse en réalité que d'une influence bien marginale (13%) ✓ S'agissant de l'influence des activités économiques de la Chine sur l'économie du Mali, 2/3 des maliens pensent que cette influence est énorme ✓ Pour près 1/2 malien (47%), le premier facteur à donner une image positive de la Chine au Mali reste les investissements chinois dans les infrastructures ou autres secteurs de développement au Mali ✓ Pour que l'image de la Chine aux yeux des maliens apparaisse négative, il faut une conjonction de plusieurs petits facteurs dont la contribution individuelle reste finalement marginale ✓ 9 maliens sur 10 estiment que l'aide de la Chine fait du bien contre 10 fois moins de maliens (9%) qui pensent qu'elle fait plutôt du tort.
Recommandations	<p>Pour son développement futur, le Mali devra chercher à puiser dans trois modèles de développement qui s'offrent à lui et qui séduisent sa population. Ce sont les modèles chinois, français et américain, autant dire combiner le pragmatisme américain et la planification chinoise dans un cadre des affaires à forte influence française. Seulement pourra-t-il relever un tel défi.</p>

☞ Les implications nationales de la mise en œuvre des ODD au Mali



Depuis septembre 2000, les Objectifs du millénaire pour le développement» (OMD) ont constitué un instrument vital dans la lutte contre la pauvreté dans le monde. Si on a pu enregistrer des progrès dans certains domaines, de nombreuses critiques ont été faites à l'encontre des OMD qui n'incorporaient pas suffisamment les dimensions environnementales, les aspects écologiques ou encore les priorités sécuritaires. Ces objectifs n'ont pas tenu compte des interrelations entre les 3 dimensions du développement durable que sont l'économique, le social et l'environnemental. Par ailleurs, la question des ressources pour la mise en œuvre des OMD a quelque peu été occultée dans le montage de ces objectifs.

Au Mali, malgré les immenses progrès accomplis, le pays connaît un retard dans l'atteinte des OMD. Des progrès sont perceptibles dans les domaines de la scolarisation (même si le pays est encore loin de l'accès universel à l'éducation de base), de l'accès à l'eau potable et de l'accès aux traitements du SIDA. Par contre, dans d'autres domaines comme l'environnement, la santé maternelle le retard est encore très important.

Le constat du succès limité des OMD ainsi que le changement du contexte mondial ont amené les Nations unies à adopter, en septembre 2015, les Objectifs de développement durable (ODD), "Sustainable Development Goals" (SDG) en anglais, supposés corriger certaines faiblesses des OMD et destinés à constituer la composante clé de l'agenda de développement post-2015 dans le monde. Il s'agit de 17 objectifs universels qui visent à éradiquer la famine et la pauvreté à l'horizon 2030 et qui font une meilleure balance entre les 3 dimensions du développement durable. Ils ne sont pas destinés aux seuls pays en développement, mais ont un caractère universel.

Problématique	<p>Le succès limité de l'agenda de développement précédent, la grande ambition, la complexité et l'universalité des ODD posent des défis quant à la mise en œuvre réussie de ces objectifs au niveau national. Il apparaît alors nécessaire de faire une analyse critique des défis à venir pour chaque pays, y compris le Mali, dès l'entrée en vigueur de ces objectifs universels. Des réflexions sont à mener sur comment intégrer ces objectifs dans les programmes nationaux de développement, comment la question de l'universalité devrait-elle être prise en compte dans la pratique. Serait-il nécessaire de reformuler les ODD universels avant leur intégration au niveau national. Cette nationalisation des ODD peut soulever d'autres questions telles que:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ quelle priorité sera-t-elle accordée aux 169 cibles des ODD dans chaque pays? ✓ comment les objectifs et cibles nationalement prioritaires vont-ils interférer avec les objectifs et cibles universellement suivis et évalués? ✓ quelles capacités des systèmes statistiques nationaux à fournir les données nécessaires au suivi/évaluation et au rapportage? ✓ comment trouver des sources de financement alternatives ou complémentaires, pour remplir les gaps de financement existants?
Pertinence politique	<p>L'analyse des défis à relever pour une mise en œuvre réussie des ODD permet d'alerter les différents acteurs (gouvernement, société civile, secteur privé, chercheurs, etc.) sur l'importance des actions préalables à mener si l'on veut éviter le retard pris au démarrage des ODD et donner aux ODD toutes les chances de réussite.</p>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ République du Mali (2013), Rapport des consultations nationales sur l'Agenda de développement de l'après 2015 au Mali, août ✓ République du Mali (2005), Pan décennal 2006-2015 d'atteinte des OMD au Mali: l'évaluation des besoins pour l'atteinte des OMD ✓ République du Mali (2014), Schéma directeur de la statistique 2015 – 2019, juillet ✓ République du Mali (2015), Cadre pour la relance économique et le développement durable du Mali (CREDD 2016-2018)
Méthodologie	<p>La méthodologie utilisée comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'analyse documentaire ✓ des interviews et discussions de groupe avec les représentants des parties prenantes
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Données secondaires tirées de la recherche documentaire ✓ Données primaires des interviews et discussions de groupe
Principaux résultats	<p>Quelques défis à retenir pour une mise en œuvre réussie des ODD</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ faiblesse en ressources humaines et en capacité de modélisation du système national de planification ✓ coexistence de plusieurs programmes de développement pas toujours cohérents ni entre eux ni avec les ODD ✓ implication actuelle insuffisante des autres départements ministériels en dehors du département des affaires étrangères qui a conduit les négociations ✓ forte dépendance des sources de financement extérieur et mobilisation sous-optimale des ressources intérieures ✓ faible incitation du secteur privé à financer les ODD ✓ faible capacité des OSC à jouer leur rôle de veille citoyenne ✓ insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières dans les structures du Système statistique national (SSN)
Recommandations	<p>Dans la perspective de la mise en œuvre des ODD, il est apparu nécessaire de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ définir le plus tôt possible un Plan d'action national de mise en œuvre des ODD pour éviter le retard pris avec les ODD ✓ renforcer les capacités des acteurs de la société civile à mettre en œuvre des projets/programmes et à suivre et rapporter les progrès dans le cadre des ODD. ✓ explorer des mécanismes innovants de financement interne ou externe comme les fonds issus des transferts des migrants, sources plus importantes et plus stables que l'APD et les IDE ✓ renforcer la Cellule technique CSLP dans sa fonction de coordination avec un ancrage institutionnel plus adéquat et des ressources humaines plus qualifiées ✓ achever la réforme institutionnelle entamée du SSN, notamment par l'adoption d'un accord d'établissement entre l'INSTAT et son Ministère de tutelle

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ mettre en œuvre la Stratégie de formation des agents du SSN ✓ diffusion des micro-données du SSN et leur mise à la disposition des chercheurs et universitaires
--	--

☞ **Evaluation du Programme mondial pour le renforcement de la sécurisation des produits de santé de la reproduction (GPRHCS) au Mali en 2015**



Le Programme mondial pour le renforcement de la sécurisation des produits de santé de la reproduction (GPRHCS) est perçu par le Ministère de la santé comme l'un des plus importants pour les stratégies en matière de santé de la reproduction. La collecte de données fiables pour enrichir la prise de décision en matière de gestion des produits SR s'avère être d'une nécessité absolue. L'enquête annuelle GPRHCS s'inscrit dans cette optique avec comme objectif de renseigner sur les trois principaux indicateurs de suivi

à savoir (i) le nombre de points de prestation de services (SDP) offrant au moins cinq méthodes de contraception modernes, (ii) le nombre d'établissements de santé assurant des services d'accouchement et disposant d'une chaîne de distribution pour au moins 7 des 10 médicaments essentiels de santé maternelle/santé de la reproduction (dont 2 essentiels) figurant sur la liste du FNUAP, (iii) le nombre de points de prestation de services n'ayant pas connu de rupture de stocks de contraceptifs au cours des 6 derniers mois et d'évaluer la perception des clients sur les services reçus ainsi que leur coût. L'enquête s'est tenue dans un contexte post-crise sur l'ensemble du territoire à l'exception de la région de Kidal où la situation demeure encore précaire. L'étude a ciblé les trois niveaux d'établissements sanitaires correspondant aux points de prestation de services (PPS) selon l'organisation du système sanitaire au Mali.

Problématique	Depuis 2010, le Mali bénéficie du Programme mondial pour le renforcement de la sécurisation des produits de santé de la reproduction (Global Programme for Reproductive Health Commodity Security, GPRHCS) du FNUAP. Ce programme vise la réduction de la mortalité maternelle et la prise en charge des besoins non satisfaits en matière de planification familiale à travers une plus grande disponibilité des produits de contraception, de santé maternelle et de santé de la reproduction dans les structures sanitaires. Un rapport d'évaluation de la mise en œuvre de ce programme est rédigé chaque année sur la base des résultats d'une enquête auprès d'un échantillon représentatif des points de distribution des produits et services de santé de la reproduction et de santé maternelle, l'objectif étant de faire le suivi chaque année du niveau des indicateurs de performances du programme.
Pertinence politique	Cette étude permet de mesurer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du GPRHS, d'informer annuellement sur le niveau des indicateurs de performance du programme

	et de connaître les perceptions des clients sur les services reçus ainsi que leur coût. Les décisions publiques en la matière s'en trouveraient éclairées, étant basées sur des résultats empiriques de recherche.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rapport d'enquête GPRH 2014 ✓ Loi 02-049 du 22 juillet 2002 portant loi d'orientation sur la santé ✓ Loi 02-044 du 24 juin 2002 relative à la santé de la reproduction
Méthodologie	L'étude procède essentiellement par <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'analyse documentaire ✓ l'enquête auprès des points de prestations de service (PPS) ✓ l'analyse statistique des données d'enquête
Données utilisées	Données d'enquête GPRH 2015 au Mali
Principaux résultats	Au plan de la disponibilité des produits <ul style="list-style-type: none"> ✓ 94% des PPS offrent au moins cinq méthodes de contraception modernes ✓ 61% des PPS disposent de 7 médicaments vitaux pour la santé maternelle /reproductive (dont 2 essentiels) ✓ 10% des PPS n'ont pas connu de rupture de stocks au cours des 6 derniers mois
Recommandations	Le perfectionnement professionnel, par les mises à niveau selon les données acquises de la science et la formation de gynécologues, de sages-femmes, d'infirmières obstétriciennes, etc. sont des voies à explorer pour promouvoir l'accomplissement correct et efficace de l'obligation médicale et du service public hospitalier en matière de santé maternelle/santé de la reproduction. Cela contribuerait à éviter les manquements à l'obligation de renseigner et d'obtenir le consentement aux fins de l'amélioration durable des indicateurs et à respecter le secret professionnel.

☞ Revenu de l'emploi au Mali



Les enquêtes sur l'emploi permettent de renseigner, directement ou indirectement, des indicateurs tels que la durée hebdomadaire de travail, la rémunération mensuelle moyenne et la rémunération horaire moyenne. Les 2 unités d'observation statistique possibles sont l'emploi ou la personne et les sources de revenus des ménages alors constituées des apporteurs de revenus. Dans les enquêtes EMOP 2014, on privilégie la personne car elle est l'unité de base de l'enquête et elle ne pose pas de problème dès lors qu'on peut clairement identifier les activités

économiques des différents membres du ménage et ainsi répartir entre eux les revenus générés par ces activités.

La source du revenu d'emploi est avant tout l'exercice d'un emploi salarié ou d'une activité indépendante et ses formes sont au nombre de 3, en espèces, en nature ou sous forme de services, de prestation ou même de droits à des prestations différées. Le revenu de l'emploi est (i) le revenu obtenu par la population pourvue d'un emploi au titre de cet emploi y compris les sous-employés et (ii) le revenu des chômeurs ou inactive au titre de leur statut précédent de salarié ou de travailleur indépendant. Dans notre cas, le revenu de l'emploi se limite-t-il ici au revenu dérivé d'une participation à un emploi rémunéré ou à un emploi indépendant, en excluant tout revenu perçu d'autres sources telles que propriété, assistance sociale, transferts, etc., formes de rémunération qui ne sont pas très développées du reste au Mali.

Problématique	Dans le revenu d'une personne on peut distinguer la part attribuable à son emploi actuel ou passé et la part qui ne pourrait directement ou indirectement être reliée ni à son emploi actuel ni à un emploi antérieur. Il est important de chercher à connaître non seulement la part du revenu de l'emploi dans le revenu de l'individu mais aussi d'analyser la composition et la distribution de ce revenu d'emploi. Ceci permet non seulement de renseigner sur le revenu tiré des activités économiques mais aussi de procurer une mesure du bien-être lié à l'emploi des individus, deux aspects tout aussi intéressants pour les politiques publiques.
Pertinence politique	Les statistiques sur le revenu de l'emploi sont très importantes à des fins de politiques publiques. Elles peuvent, par exemple, être utilisées dans la formulation des politiques fiscales et de lutte contre la pauvreté.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ OIT (1998): Mesure du revenu de l'emploi, Rapport II, 16^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 6-15 octobre ✓ www (2009): Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Congo, novembre
Méthodologie	La méthodologie utilisée est essentiellement de l'analyse statistique (statistique descriptive, analyse de distribution)
Données utilisées	Données du module emploi des enquêtes EMOP 2014
Principaux résultats	<p>Le revenu mensuel total des maliens est estimé à 225 milliards de francs cfa dont 86% de revenu d'emploi, 8% de revenu de chômeur et 6% de revenu d'inactif. Le revenu des hommes a une part de revenu d'emploi (91%) plus importante que la moyenne nationale, contrairement aux femmes (73%) qui ont en revanche des parts de revenu de chômeur (15%) et de revenu d'inactif (11%) plus importantes que pour l'ensemble du pays.</p> <p>Le revenu d'emploi moyen est de 28 880 fcfa mensuels contre 27 554 fcfa mensuels de revenu moyen d'activité. Le revenu moyen d'activité du ménage baisse en passant:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ d'un ménage dirigé par un homme à un ménage dirigé par une femme ✓ des ménages les plus riches aux ménages les plus pauvres ✓ de Bamako (60 569 fcfa) à autre milieu urbain (47 090 fcfa) puis au milieu rural (20 973 fcfa) <p>En revenu d'activité, les 10% les plus riches gagnent en moyenne plus de 20 fois ce que gagnent en moyenne les 10% les plus pauvres.</p>
Recommandations	Les politiques de promotion de l'emploi des femmes pourraient contribuer à réduire les inégalités de revenus. Les politiques de lutte contre la pauvreté devraient accorder une importance particulière à l'accès à l'emploi pour les actifs, le revenu d'emploi étant de loin la plus grande composante du revenu total des ménages.

☞ Inégalités et distribution de revenu au Mali



L'enquête EMOP comprend un module emploi qui couvre, entre autres, les questions de revenu des ménages. En 2014, l'enquête a touché 6'142 ménages, soit 51'799 individus avec une représentativité au niveau régional. Cependant, les régions

de Tombouctou, Gao et Kidal n'ont pu être couvertes pour des raisons de sécurité. A l'aide de ces données, cette étude traite de la contribution au revenu du ménage des membres du ménage selon leur statut d'activité (inactif, actif occupé et chômeur), analyse les revenus du ménage selon différentes sources à savoir l'activité, le patrimoine, les transferts et dons et les autres sources de revenu. Par ailleurs, elle fait une analyse statistique de la distribution du revenu des ménages et une analyse multivariée des déterminants du niveau de vie des ménages.

Problématique	L'étude analyse la composition et la distribution des revenus des ménages ainsi que les inégalités qui en découlent en utilisant les données du module emploi des enquêtes EMOP 2014. Elle s'intéresse aussi aux facteurs sous-jacents qui déterminent le niveau de vie d'un ménage, l'objectif visé étant de fournir une base pour la mise en place de politiques publiques permettant d'agir sur les inégalités et le recul de la pauvreté.
Pertinence politique	La présente étude permet d'avoir une idée beaucoup plus précise de la distribution de revenu (et non de dépenses) au Mali ainsi que de l'ampleur et de la répartition des inégalités sociales. Les résultats peuvent constituer un précieux outil d'aide à la décision dans le cadre de politique de lutte contre la pauvreté et les inégalités.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Yves Flückiger, Ramses Abul Naga (2005): Evaluation de différentes mesures de l'inégalité, Observatoire universitaire de l'emploi, Laboratoire d'économie appliquée, OFS ✓ Royaume du Maroc (2002): Répartition des niveaux de vie au Maroc, Direction de la statistique ✓ Thomas Piketty (2015): L'économie des inégalités, La découverte, Collection Repères, février ✓ Belgian Federal Government (2013): Composition du revenu disponible des ménages ✓ OIT (2003): Statistiques des revenus et des dépenses des ménages – Rapport 2, 17^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 24 novembre – 3 décembre
Méthodologie	La méthodologie utilisée comprend: <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'analyse statistique: statistique descriptive, analyse de distribution ✓ l'analyse économétrique
Données utilisées	Données du module emploi des enquêtes EMOP 2014
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Par source de revenu, le revenu d'activités absorbe 2000 milliards fcfa des plus de 2400 milliards estimés à l'aide des données de l'enquête EMOP 2014. A ce montant, il faut ajouter 110 milliards de revenu hors activité gagnés par les actifs occupés. Le revenu d'activités est composé à 24% de salaires et à 76% de revenu d'indépendants. Le revenu du patrimoine est de 26 milliards fcfa dont 19 milliards de revenu de propriété et 7 milliards de revenu tiré des actifs financiers. Trois quarts de ces revenus reviennent aux 30% les plus riches de la population. Les transferts et dons, comme autre source de revenu, totalisent 130 milliards fcfa dont 76% de source publique et 26% privée. Il reste après ces trois premières sources de revenu (activités, patrimoine et transferts) 300 milliards fcfa de revenus divers, réguliers et irréguliers réunis. ✓ Au chapitre des inégalités, on notera d'abord que les 10% les plus riches gagnent 26 fois plus que les 10% les plus pauvres ou 10 fois plus que les 40% les plus pauvres. Mesurée par différents indicateurs, l'inégalité est assez importante au Mali avec un coefficient de Gini de 0.58, un indice Theil de 0.37, encore plus élevé s'il s'agit du revenu de patrimoine. La forte inégalité constatée est plus à l'intérieur des stratifications sociales ou spatiales qu'entre elles. Ainsi, l'inégalité entre classes de revenu est à 85% à l'intérieur des classes et à seulement 15% entre classes. Il y aurait ainsi plus d'inégalité entre individus qu'entre groupes plus ou moins homogènes d'individus.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Compte tenu du poids important du revenu d'activités dans le revenu des ménages, la stimulation de la création d'emplois est une bonne politique d'amélioration du bien-être des populations et donc pas seulement une politique de lutte contre le chômage. Elle peut être utilement accompagnée d'une politique de redistribution du revenu de sorte à faire bénéficier davantage les pauvres des transferts et dons surtout ceux publics. En effet, il devrait être possible "de financer sous forme de transfert fiscal ou de baisse d'impôts la même distribution pour chaque travailleur que dans le cas de l'augmentation de salaire, sans augmenter le prix du travail payé par les entreprises et donc sans déclencher cette substitution capital/travail néfaste pour le travail" (Piketty, 2015). ✓ Vu le fort niveau d'inégalité de revenu, il faudrait intégrer sa réduction dans les politiques de croissance et de réduction de la pauvreté, aussi bien par de bonnes politiques fiscales (surtout celles en faveur du travail) que par des mesures de promotion de l'emploi et surtout de l'emploi salarié.

☞ Impacts économique et social de la politique économique de la chute du cours mondial du pétrole



Depuis le début de l'année 2014, le prix du baril de Brent a continué de baisser avant de remonter en juin quand il a atteint les 115 dollars le baril. Depuis la fin 2014 jusqu'à nos jours, le cours du pétrole a

repris sa chute et le mouvement se poursuit, le baril étant tombé sous la barre des 50 dollars (48.81 dollars/baril), deux fois moins qu'en juin 2014.

L'évolution de son indice de janvier 2010 à décembre 2014 (base décembre 2009) marque trois périodes de baisse, avril-mai 2010, février-juillet 2012 et juin-décembre 2014. De juin 2013 à juin 2014, on n'observe pas de fortes variations de prix contrairement à la période précédente qui va de janvier 2012 à juin 2013.

Problématique	Le pétrole étant une ressource non renouvelable, donc épuisable, les pays producteurs choisissent des stratégies de contrôle de la production permettant ainsi de gérer dans la durée son exploitation. Le pétrole est une énergie indispensable pour le bon fonctionnement de l'économie mondiale tellement les industries sont liées à cette énergie. La baisse des prix des produits pétroliers touche le panier de la ménagère qui pourrait s'améliorer si lesdites baisses sont répercutées à la pompe, donnant du coup des effets positifs aussi bien sur les ménages que sur les autres agents économiques du pays. De même, la baisse des prix du pétrole constitue une véritable aubaine pour le Mali et les conséquences pourraient être perceptibles au niveau des entreprises.
Pertinence politique	Le présent travail cherche à comprendre les impacts économique, social et sur la politique économique de la chute du cours mondial du pétrole sur l'économie malienne. Il s'agit de savoir si la baisse des prix du pétrole observée depuis 2014 booste le pouvoir d'achat de la population. Par ailleurs, il est assigné à cette étude la mesure de l'impact de la variation des prix du pétrole sur l'économie nationale et sur les ménages. Tout cela pourrait alimenter les politiques énergétiques futures du pays.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ TOFE 2014 ✓ http://www.developpement-durable.gouv.fr ✓ CPS/SME, 2013 ✓ GREAT (2011): Impacts de la crise économique mondiale sur le Mali ✓ Centre d'analyse économique, Les effets du prix du pétrole élevé et volatil, 2010
Méthodologie	La méthodologie a consisté en l'analyse essentiellement de la documentation sur la thématique aussi bien au niveau national qu'international
Données utilisées	Les différentes sources utilisées proviennent de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les facteurs explicatifs de la chute du cours du pétrole sont les hausses successives de l'offre de pétrole, la baisse inattendue de la demande, l'atténuation des risques géopolitiques dans certaines régions du monde, la modification sensible des objectifs stratégiques de l'OPEP et plus récemment la hausse du dollar ✓ Il peut en être attendu un impact positif de la chute du cours mondial du pétrole sur le Mali en termes d'équilibre budgétaire, aussi bien sur les recettes fiscales que sur les dépenses de l'Etat y compris les dépenses fiscales, de pouvoir d'achat des ménages si la chute du cours mondial est répercutée à la pompe, de politique économique de l'Etat, de la compétitivité des entreprises et de la croissance économique
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour remédier à la grande dépendance du pays au pétrole, il serait important de développer des sources alternatives d'énergie, notamment celles qui sont disponibles localement et qui peuvent créer des emplois locaux (biocombustibles,

	biomasse, hydraulique, solaire et combustibles fossiles locaux) ✓ Il serait souhaitable de prendre en compte les impacts énergétiques lors du développement de programmes sectoriels surtout ceux liés aux énergies renouvelables.
--	---

1.3. Marché du travail et mouvements sociaux

☞ Chômage et soutien du public des grèves des organisations syndicales



Les récentes grèves des organisations syndicales du Mali ont mis à l'ordre du jour plusieurs des préoccupations des travailleurs et probablement de l'ensemble des populations. Cela va de la cherté de la vie à l'épineux problème du chômage, surtout celui des jeunes et particulièrement des jeunes diplômés, en passant par l'accès aux services sociaux de base comme l'eau et l'électricité.

Au Mali, les données du marché du travail le démontrent, le salariat reste marginal. Ce résultat transparait également dans l'analyse des données d'enquêtes Afrobaromètre même si ces dernières concernent les 18 ans et plus contrairement à l'analyse classique du marché du travail qui touche les actifs de 15 ans et plus voire les 15-64 ans dans certaines statistiques nationales.

En 2014, le pays a connu un certain nombre de mouvements de grèves dont les deux grèves générales de l'UNTM (Union nationale des travailleurs du Mali) d'août et octobre 2014, 48 heures respectivement 72 heures. Des grèves partielles ont également été enregistrées dans les secteurs de la santé (48 heures en février 2014), de l'éducation (le secondaire puis le supérieur, toutes en février 2014, grèves illimitées mais prenant fin après réconciliation des parties), des mines (48 heures en novembre 2014) et des impôts (72 heures en juillet 2014). Les grèves ont été et sont toujours diversement appréciées dans l'opinion publique. Il ressort des données, que 67% des adultes (18 ans et plus) sont d'accord avec les récentes grèves dans le pays dont celles générales organisées par la principale centrale syndicale (UNTM) et le milieu urbain est encore plus d'accord avec ces grèves que le milieu rural (77% contre 64%), les jeunes de 25 ans et moins plus que les autres, les personnes de niveau d'éducation secondaire et plus très loin devant les autres en matière de soutien aux grévistes.

Problématique	✓ En plus des thèmes habituels sur le monde du travail, les perceptions de ce présent rapport ont plus précisément trait aux questions chômage comme problème majeur, la gestion et la création d'emploi par le gouvernement et d'autres partis politiques ✓ Il a été notamment question de recueillir l'opinion des maliens sur le salariat ✓ Et enfin de recueillir les points de vue des maliens sur les grèves des travailleurs.
Pertinence politique	Le présent rapport traite des questions portant sur les perceptions des citoyens sur le chômage y compris sur les politiques de lutte contre ce fléau et sur les récentes grèves organisées en 2014 par différentes organisations syndicales. Il traite également de la répartition des actifs sur le marché du travail. Il en ressort justement que l'élargissement du salariat sur ledit marché est un défi important au Mali, défi d'autant

	plus important que le secteur privé dont on veut en faire le moteur du développement peine à suppléer au désengagement de l'Etat surtout en ce qui concerne le recrutement massif de jeunes diplômés jadis drainés vers la fonction publique.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse écrite sur les mouvements sociaux au Mali ✓ Divers rapports GREAT traitant des problèmes économiques de développement
Méthodologie	La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif aux niveaux national et régional. Les données recueillies sont saisies sur CPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre (Rounds 6 et précédents)
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour 1/5 des maliens, le chômage figure parmi les trois principaux problèmes de développement du pays, soit 2/5 des urbains et 1/2 des intellectuels ✓ Pour faire face au chômage des jeunes, 1/3 des maliens suggéreraient au gouvernement la subvention de l'emploi des jeunes ✓ Sur le registre spécifique des grèves, 2/3 des citoyens interrogés approuvent les récentes grèves de 2014 organisées par les syndicats, 13% de plus en milieu urbain qu'en milieu rural ✓ Autant ils soutiennent les grèves des travailleurs et estiment que le gouvernement peut y faire face, autant les maliens estiment dans leur majorité (53%) que le secteur de la santé devrait être exclu du champ des grèves.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Puisque le soutien populaire aux mouvements de grèves semble acquis et dans un contexte où les citoyens estiment que le gouvernement peut satisfaire les revendications syndicales, il appartient aux pouvoirs publics de réconcilier leurs capacités financières effectives à satisfaire lesdites revendications avec l'évaluation subjective populaire de leurs marges de manœuvre, ce qui pose sans doute la problématique de la transparence budgétaire mais bien plus celle aussi de l'allocation optimale des rares ressources publiques ✓ Il faut ajouter que l'approbation des grèves est compatible avec le souhait populaire d'exclure le secteur de la santé du champ desdites grèves. Cela en appelle au sacrifice des agents du secteur et aussi à davantage d'efforts des employeurs (y compris l'Etat) pour mettre dans de bien meilleures conditions de vie et de travail leurs salariés.

☞ La typologie du travail au Mali



Les données de l'EMOP 2014 permettent d'estimer à environ 5.5 millions d'individus, le nombre d'actifs occupés, soit un taux d'emploi de 68% des maliens âgés de 15-64 ans. Le taux de salariat n'est que de 4% des 6 ans et plus, soit 6% pour les actifs de 15 ans et plus ainsi que pour les 15-64 ans, c'est dire combien le salariat est encore faible au Mali, c'est dire aussi combien prédomine encore le statut de travailleur indépendant, surtout agricole.

Le peu d'emploi salarié est en outre à dominance informelle. Aussi n'y a-t-il au Mali que 182 mille salariés formels sur les 518 mille salariés, salariat formel dominé par les plus de 35 ans, ce qui en exclut une bonne partie de la jeunesse parce que son rythme de progression est nettement en deçà du taux d'arrivée de ces jeunes, y compris les plus diplômés, sur le marché du travail.

En plus de l'informalité grandissante, les caractéristiques du marché malien du travail comprennent également, la prédominance de la rémunération du travail au bénéfice ou à la vente, l'absence de contrat sinon un contrat verbal, la précarité de l'emploi en terme d'emploi majoritairement irrégulier, la pluriactivité

des actifs, l'absence de couverture sociale des travailleurs et la faiblesse des organes de dialogue social sur le lieu de travail, le peu d'opportunité de promotion du capital humain, etc.

L'analyse multivariée de l'occupation d'un emploi a permis de régresser le statut de travail (indépendant, agricole ou non agricole, salarié informel, salarié privé

formel et salarié public formel) sur un ensemble de facteurs dont les plus déterminants auront été le milieu de résidence, l'âge et le sexe de l'individu et quelque peu le décile de revenu du ménage. Le modèle élaboré à cet effet prédit plus correctement l'occupation d'un emploi salarié informel que le classement erroné de non salariés informels dans ce statut de salariés informels.

Problématique	L'analyse des données a permis de sérier le travail en travail domestique (rémunéré ou non), en travail salarié, en travail indépendant (agricole et non agricole) et en travail des enfants. Aussi, la typologie du travail peut être décrite selon les modes de mise au travail (travail libre, salarié ou forcé) et le type d'activité (marchand ou non marchand). On distinguera ainsi le travail indépendant du travail salarié, les deux constituant le travail rémunéré i.e. l'emploi. Ce dernier exclurait le travail domestique non rémunéré et le travail forcé sous forme de corvées voire d'esclavage. Il fallait à la suite caractériser le travail en termes de conditions, d'emploi secondaire et de l'emploi informel, de relations industrielles ou de travail et de risques professionnels.
Pertinence politique	Comprendre la typologie du travail et ses caractéristiques est une démarche indispensable pour les décideurs qui veulent éclairer leur action quoi que la seule observation du marché du travail ne permette pas de trouver de solution.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Séverin Aimé Blanchar Ouadika (2009): Pauvreté et marché du travail en milieu urbain, Enquête congolaise auprès des ménages pour l'évaluation de la pauvreté (ECOM 2005), janvier ✓ Gilles Raveaud (2006): La stratégie européenne pour l'emploi – Une politique d'offre de travail, juillet-septembre, Travail et emploi n° 107 ✓ Julie Desjardins (2005): L'analyse de régression logistique, Tutorat in Quantitative methods for psychology, vol. 1(1), p. 35-41 ✓ Michel Tenenhaus (2007): La régression logistique, HEC ✓ Economie du travail 1_Forté_UdS_Janvier 2012: Plan indicatif ✓ Isabelle Bensidoun, Aude Sztulman (2015): Egypte 1998-2012 – De l'emploi public protégé à l'emploi informel précaire, un marché du travail en déshérence, CEE, Document de travail, n° 182, avril ✓ INSEE (2014): Les revenus et le patrimoine des ménages, Edition 2014, juin
Méthodologie	Pour mener à bien cette étude, il a été procédé à une large revue documentaire sur les différents aspects liés au travail, dans un premier temps. Ensuite, le traitement des données d'enquête EMOP (2014) a permis de faire la classification du travail au Mali ainsi que sa caractérisation. Enfin, par une modélisation économétrique l'on a estimé les déterminants de l'emploi au Mali.
Données utilisées	Données du module Emploi de l'enquête EMOP 2014
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les données de l'EMOP 2014 permettent d'estimer à environ 5.5 millions le nombre d'actifs occupés, avec une prédominance rurale (77% de cet effectif), Bamako et le reste du milieu urbain se partageant presque également le quart de la population active occupée, soit un taux d'emploi de 68% des maliens âgés de 15-64 ans, sous-emploi compris ✓ Estimés à plus 400'000, les seniors actifs (les plus de 64 ans) se retrouvent majoritairement dans le milieu rural, dans les activités domestiques (9 emplois sur 20) et agricoles (plus de la moitié) ✓ Le travail domestique concerne un effectif de 7 millions d'individus sur près de 13 millions d'individus âgés de 6 ans et plus et est essentiellement pratiqué par les femmes avec un taux de 79% des femmes âgées de 6 ans et plus contre seulement 30% des hommes de la même tranche d'âge ✓ Sur les 4.3 millions d'enfants de 6-14 ans, 1.6 millions travaillent, soit un taux de travail de 37% avec 64% de travailleurs indépendants, 38% de domestiques et 1% d'enfants salariés, tous employés informels ✓ Il a été observé 5 principales formes de rémunération du travail au Mali à savoir la

	<p>rémunération au bénéfice ou à la vente (37%), à la tâche (9%), la journée ou à l'heure (3%), au taux de salaire fixe (8%) et d'autres formes qui comprennent les commissions, les paiements en nature, sous forme d'aide sociale, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le marché du travail au Mali est marqué par sa précarité, mesurée par le caractère non régulier du travail, soit 57% contre 43% de travail régulier ✓ Sur l'ensemble des actifs occupés au Mali, plus de neuf personnes sur dix exercent un emploi informel (97%) contre 3% d'emploi formel ✓ Au Mali, seulement 3% des travailleurs sont couverts en matière de protection et d'assistance sociale, soit le taux de l'emploi formel.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le secteur privé marchand devrait jouer un rôle de moteur dans l'utilisation du salariat formel à haute intensité de diplôme en remplacement de l'Etat qui était jusqu'à date le premier employeur de ce type moderne de salariat ✓ Il importe également de favoriser la rémunération du travail sous forme de salaire fixe qui est le trait dominant du système formel d'activité ✓ Puisque, et plus généralement, l'emploi exclusivement informel est le quotidien des 5 premiers déciles de revenu, chercher à passer de l'emploi informel à l'emploi formel n'est pas simplement une question de conformer les employeurs à la légalité mais aussi et surtout un moyen de lutte contre la pauvreté et un moyen de promotion de la femme étant donné que le taux d'informalité des femmes est supérieur à celui des hommes. ✓ La difficulté de faire rentrer le marché malien du travail, sur lequel prédomine le type informel comme cela a été indiqué avec un salariat encore très marginal, dans les paradigmes d'une économie moderne de marché reste un vrai défi à relever.

☞ Pluriactivité



Exercer une ou plusieurs activités secondaires en plus de son activité principale devient une pratique courante sur le marché malien du travail. On l'observe, selon les données de l'enquête emploi chez 25% des actifs occupés avec des taux encore plus élevés en milieu rural (30%) et dans les déciles 3 à 7 (30 à 32%). Dans ce dernier cas, la pluriactivité doit être pour beaucoup dans l'accès des travailleurs à la classe moyenne, même

inférieure. Lorsqu'ils pratiquent la pluriactivité, les travailleurs s'adonnent plus généralement à une seule activité secondaire, 24% sur les 25% dénombrés, légèrement plus les femmes que les hommes et toujours plus dans la classe moyenne que chez les riches. Deux activités secondaires sont privilégiées par les ruraux et une, les communes urbaines autres que celles de Bamako et encore par la classe moyenne ainsi que la moitié des pauvres. Au total, la pluriactivité est révélatrice du niveau insuffisant de la rémunération de l'activité principale couplée dans bien des cas du sous-emploi. Il faut aussi ajouter qu'il ne se dégage aucun effet âge, éducation ou secteur d'activité en la matière.

Bien que marginal, l'exercice de trois activités secondaires a quand même été recensé pour près de 2 mille actifs occupés (exactement 1789 travailleurs concernés). Cette sous-population est exclusivement rurale, d'activité agricole uniquement et relève tout aussi exclusivement de l'emploi

informel non salarié. Tous ces travailleurs exercent dans des entreprises privées ou exploitations familiales privées, n'ont jamais été à l'école ou ne fréquentent plus l'école, ils ont entre 25 et 64 ans. Aussi, on

y recense quatre fois plus d'hommes que de femmes. Enfin ils sont répartis entre trois déciles, le décile 2 de la classe des pauvres et les déciles 5 et 6 de la classe moyenne inférieure.

Problématique	Au Mali, les 6 ans et plus représentent 75% de la population totale, soit 12.97 millions d'habitants sur les 17.23 au total. Sur ces 12.97 millions, 1.52 millions de personnes exercent au moins une activité secondaire, soit 12% des travailleurs. Plusieurs raisons peuvent expliquer la multiplicité des activités professionnelles. Pour certains, il s'agit de compenser la faiblesse du revenu d'activités principales (sur le plan conjoncturel), de diminuer les inégalités de revenu global qui restent moins fortes que les inégalités de revenu d'activité principale et pour d'autres de contribuer directement ou indirectement au financement de l'exploitation et par conséquent à son développement ou à sa survie. Aussi, permet-elle de réduire la dispersion des revenus globaux entre les ménages, permettant aux foyers pluriactifs de disposer de revenus globaux plus élevés. En tout cas, elle agit sur la situation financière des travailleurs, surtout des exploitants agricoles, par l'accroissement de leur capacité d'épargne et d'autofinancement et par la facilitation de l'accès au marché du crédit.
Pertinence politique	L'analyse du marché du travail dans sa composante pluriactivité est un instrument technique d'aide à l'action dans le champ de l'emploi d'une part et de la formation professionnelle d'autre part. Cette analyse met donc à la disposition des décideurs (politiques, économiques), des informations actuelles mais également prospectives pour la formulation et le suivi des politiques nationales en matière d'emploi (y compris la formation professionnelle ou la migration de main d'œuvre)
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Stéphane Krebs (2005): Pluriactivité et mode de financement des exploitations agricoles, Economie rurale 289-290, septembre-décembre ✓ www (2009): Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Congo, novembre ✓ Jean-Pierre Butault, Nathalie Delame, Stéphane Krebs, Philippe Lerouvillois (1999): La pluriactivité – Un correctif aux inégalités du revenu agricole, Economie et statistique n° 329-330, 1999-9/10
Méthodologie	Pour mener à bien cette étude, il a été procédé à une revue de littérature sur les différents aspects liés à la pluriactivité, dans un premier temps. Ensuite, le traitement des données d'enquête EMOP (2014) a permis d'analyser les principaux déterminants de la pluriactivité, d'estimer la durée hebdomadaire comparée des activités principale et secondaire, de comparer l'activité principale et la pluriactivité et caractériser l'activité secondaire.
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Divers rapports d'études ✓ Données du module Emploi de l'enquête EMOP 2014
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les chefs de ménage exerçant plusieurs activités représentent 23% de l'ensemble des chefs de ménage, avec une plus forte proportion pour ceux de la classe d'âge 36-40 ans et des 41-64 ans pour près d'un quart des chefs de ménages ✓ Les plus nombreux pluriactifs se rencontrent parmi les chefs de ménage, les conjoints, les "autre membre", dans le milieu rural, dans les déciles 3 à 7 (à savoir une bonne partie des pauvres – déciles 3 et 4, et la couche inférieure de la classe moyenne – déciles 5 à 7) et dans la catégorie des analphabètes ✓ Les indépendants âgés de 36 à 40 ans sont plus d'un tiers à s'adonner à des activités secondaires et les plus faibles taux étant observés auprès des enfants de 6-14 ans, heureusement serait-on tenté de dire car à cet âge c'est déjà du travail des enfants et si en plus ces enfants travailleurs devaient être astreints à des activités secondaires, cela serait un fait aggravant ✓ Par statut salarial, la domination des indépendants est effective avec 97% au total, pour 63% d'indépendants agricoles et 34% d'indépendant non agricoles
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Puisque la pluriactivité recrute ses partisans dans les classes de pauvre et de la classe moyenne (inférieure ou supérieure), l'élaboration d'une politique efficace de lutte contre la pauvreté constituerait une priorité pour sortir les travailleurs de la pauvreté ✓ S'il est avéré que la pluriactivité se retrouve prioritairement chez les non éduqués, la pluriactivité étant inversement corrélée au niveau d'éducation, il serait

	<p>souhaitable que l'Etat contribue également au renforcement des capacités des pluriactifs pour compenser la faiblesse du revenu d'activité principale</p> <p>✓ En vue de réduire considérablement le nombre d'enfants pluriactifs représentant la moitié des enfants de la population des 6 ans et plus, il est important de mettre l'accent sur une politique vigoureuse d'accès universel de tous les enfants à l'école.</p>
--	--

1.4. Equilibre macroéconomique

☞ Evaluation de l'éligibilité macroéconomique du Mali



Le processus de stabilisation et de reconstruction du Mali semble en cours, au sortir des élections présidentielle et législative de 2013 et de la reprise avec les partenaires techniques et financiers. La faible croissance (1.7%) en 2013 est causée principalement par une mauvaise campagne agricole conduisant à un taux négatif de croissance du secteur primaire de -7.4%. Cette timide croissance amorcée aura été tirée par le secteur secondaire (5.5% de croissance sectorielle) et par le secteur tertiaire (8.9%). En 2013, l'économie malienne s'est aussi caractérisée par une légère baisse des recettes fiscales, une hausse de l'encours de la dette et de l'appui budgétaire. Le solde global de la balance des paiements s'est chiffré à 1.1% du PIB avec 4.7% de déficit de la balance courante.

Le pays connaît une réelle vulnérabilité de son économie provenant de la volatilité de la croissance, des ressources fiscales et d'exportations ou encore du manque de

diversification de l'économie. Cependant, le nouveau contexte de baisse du prix du pétrole, depuis fin 2014, suite au ralentissement de l'activité économique mondiale, pourrait bien avoir un impact positif dans les pays pauvres importateurs de pétrole comme le Mali, en matière d'équilibre budgétaire, de pouvoir d'achat des ménages, de compétitivité des entreprises et de croissance économique. Cependant la rigidité du prix à la pompe à la baisse du prix du baril sur le marché international, la chute, en cours depuis 8 mois, de l'euro (auquel le franc cfa est arrimé par un taux fixe) pourraient empêcher les ménages et les entreprises de profiter pleinement de ce contexte favorable.

La reprise des relations du pays avec les partenaires techniques et financiers, après une brève interruption à la suite de manquements aux règles de bonne gestion macroéconomique et financière est un motif d'espoir mais il est important de continuer à suivre les indicateurs de la situation macroéconomique et financière ainsi que sociale pour une meilleure programmation des interventions publiques et une orientation judicieuse des stratégies, plans et programmes de développement économique et social.

Problématique	<p>Cette étude cherche à fournir des éléments de réponse à un certain nombre de questions importantes du point de vue macroéconomique parmi lesquelles: quels sont les niveaux actuels et l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques et quelles sont les sources potentielles d'instabilité, dans quelles mesures les politiques macroéconomiques et budgétaires contribuent-elles à la stabilisation du cadre macroéconomique, quel est le degré de vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs et quels sont les efforts de renforcement de la résilience auxdits chocs.</p>
---------------	--

Pertinence politique	La présente étude met à disposition des outils de suivi de la conjoncture économique du pays et d'évaluation d'impacts des chocs extérieurs et des politiques économiques à mettre en œuvre. Cet exercice permettrait ainsi d'accroître l'efficacité de l'allocation des ressources et d'apprécier les implications budgétaires des politiques publiques afin de rendre plus compatibles les possibilités financières de l'Etat avec les contraintes du cadrage macroéconomique.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Céline Allard-Prigent et al. (2002): Présentation du modèle Mésange, Document de travail, Direction de la prévision du Ministère de l'économie et des finances, mai ✓ Jamal Bakhti et al. (2011): Présentation du modèle PRESIMO – Modèle de prévision et de simulation des politiques économiques de l'économie marocaine, Haut commissariat au plan, janvier ✓ Pierre-Yves Cabannes et al. (2012): Survol de Mésange – Un modèle macroéconomique à l'usage du praticien, Economie et statistique n°451-453 ✓ Mireille Razafindrakoto (2000): Un dispositif pérenne de suivi macroéconomique – Le cadre d'utilisation du modèle Prestomad, Statéco n° 95-96-97 ✓ République du Mali (2013): Plan pour la relance durable du Mali 2013-2014, version finale, Conférence internationale "Ensemble pour le renouveau du Mali", Bruxelles, 15 mai
Méthodologie	<p>La méthodologie a combiné:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'analyse documentaire pour décrire le contexte macroéconomique et financier du pays ✓ les techniques de projection et de cadrage macroéconomique et financier ✓ les techniques économétriques
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Données financières tirées du tableau des opérations financières de l'Etat ✓ Données sur l'économie réelle tirées du tableau emploi-ressources de l'INSTAT ✓ Données sur les échanges extérieurs tirées de la balance des paiements (BCEAO) ✓ Données de l'équilibre monétaire (BCEAO)
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le contexte économique est caractérisé par la faiblesse et la volatilité de la croissance économique et du revenu par habitant, une quasi-absence de création d'emplois, un taux élevé de pauvreté, des difficultés d'accès aux infrastructures (routes, électricité et eau) conduisant à de faibles indicateurs d'éducation et de santé ✓ Selon le FMI, le risque de surendettement extérieur du Mali est jugé modéré et la loi de finances 2015 remet les finances publiques sur une trajectoire soutenable. Tous les critères de réalisation et indicateurs sont respectés au 30 juin 2014 sauf le critère de recettes fiscales ✓ Selon les prévisions du modèle, le taux de croissance devrait augmenter et atteindre les 4.5% en 2015 pour se stabiliser à 4.6% en 2016 et 2017. Les dépenses publiques et l'investissement devraient connaître une légère augmentation continue et le PIB courant devrait s'établir en 2014 à 5'894 milliards fcfa pour s'élever à 7'449 en 2017. Les prévisions de variations des réserves se situent en milliards de FCFA à -488 en 2014, -573 en 2015, -665 en 2016 et -762 en 2017. La variation de la masse monétaire est estimée à 748 milliards fcfa en 2014 et jusqu'à 848 milliards en 2017 ✓ Les fortes variations de prix et les incertitudes de la demande internationale induisent une forte variabilité des exportations d'or et de coton et donc des recettes d'exportation.
Recommandations	<p>Les principales recommandations sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ appliquer rigoureusement des règles budgétaires et de passation de marché pour rétablir la confiance des entreprises, des consommateurs et des bailleurs de fonds ✓ préserver la stabilité macroéconomique en maintenant le solde budgétaire de base proche de zéro et le solde budgétaire global à un niveau compatible avec la viabilité de la dette ✓ accroître les recettes fiscales de près de 0.5% du PIB par an ✓ améliorer la gestion des finances publiques ✓ accélérer les réformes pour améliorer le climat des affaires, notamment en renforçant la gouvernance et en développant les efforts de lutte contre la corruption.

☞ Construction de la Matrice de comptabilité sociale (MCS) 2010 du Mali

La MCS est un tableau conventionnel constitué, en ligne et en colonne, de différents comptes. Les comptes en ligne reçoivent les paiements des comptes en colonne. La construction de la MCS est basée sur le principe de la comptabilité à double entrée, ce qui garantit un équilibre entre le total des ressources et le total des emplois.

La MCS 2010 est composée de 40 comptes dont 6 branches agricoles, 12 produits/branches non agricoles, 6 facteurs de production, capital agricole (Ka) ou non (Kna), travailleurs formels qualifiés (Lfq) ou non (Lfnq), travailleurs informels qualifiés (Liq) ou non (Linq), 6 ménages à

savoir employeurs, indépendants agricoles, indépendants non agricoles, travailleurs formels, travailleurs informels et autres ménages, 1 entreprise, 3 gouvernements: gouvernement intérieur (pour les taxes intérieures), gouvernement extérieur (pour les droits de porte et les taxes sur importations) et gouvernement local (administrations déconcentrée et décentralisée), 5 Restes du monde comprenant Uemoa, Cedeao non Uemoa, UE, Chine, RDM une accumulation (épargne ou investissement). Elle se présente en 12 blocs remplis l'un après l'autre jusqu'à l'équilibre entre ligne et colonne.

	Facteurs	Agents	Branches	Marché intérieur	Exportation	Investissement	Total
Facteurs			Bloc 1				
Agents	Bloc 2	Bloc 3		Bloc 4	Bloc 5		
Branches				Bloc 6	Bloc 7		
Marché intérieur		Bloc 8	Bloc 9			Bloc 10	
Exportation		Bloc 11					
Accumulation		Bloc 12					
Total							

Bloc 1 Rémunération des facteurs par branche de production

Bloc 2 Rémunération des agents par facteur

Bloc 3 Transferts de revenus entre agents

Bloc 4 Prélèvement sur la vente des biens et services sur le marché domestique de la part des agents (Etat et collectivités locales)

Bloc 5 Prélèvement sur la vente des biens et services sur le marché d'exportation de la part des agents (Etat et collectivités locales)

Bloc 6 Revenu des branches sur leurs ventes sur le marché domestique

Bloc 7 Revenu des branches sur leurs ventes sur le marché d'exportation

Bloc 8 Dépense des agents en achat de biens et services sur le marché domestique

Bloc 9 Consommation intermédiaire des branches dans les différents produits composites (produits localement et importés)

Bloc 10 Dépense d'investissement dans les différents produits composites (produits localement et importés)

Bloc 11 Recettes d'exportation par produit payées par les agents (Reste du monde)

Bloc 12 Epargne des agents.

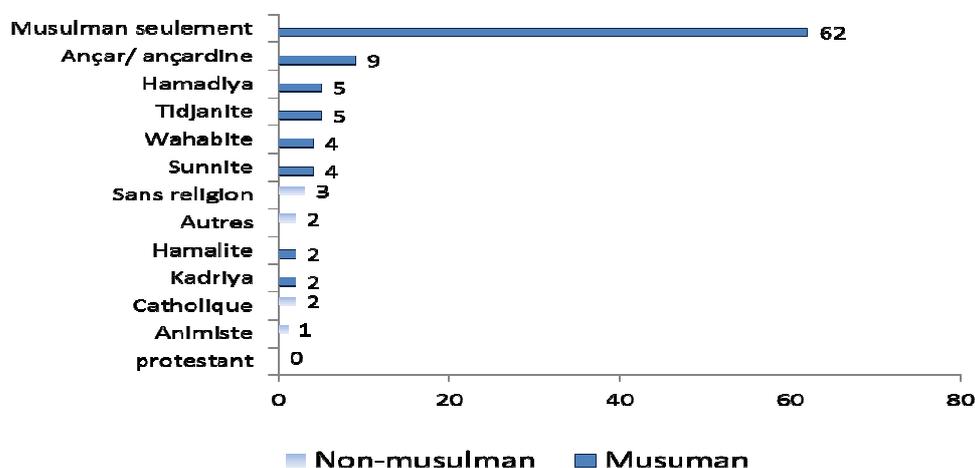
Les statistiques servant à remplir les douze blocs de la MCS proviennent de la comptabilité nationale (permettant de définir la structure de la MCS), plus précisément le tableau entrées-sorties (TES), le tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE), la balance des paiements, les données des douanes

désagrégées selon les schémas de libéralisation commerciale, le calcul des droits de douane, des importations et des exportations par produit et par zone commerciale d'une part. Elles proviennent aussi des données d'enquête (ELIM 2010, EAC 2010, Recensement industriel 2009, etc.).

Problématique	La construction d'une MCS actualisée permet aux chercheurs de mettre en œuvre divers projets de recherche impliquant des modèles d'équilibre général calculable et l'analyse entrées-sorties avec un ensemble de données propre au Mali.
Pertinence politique	Dans le cadre de la croissance et du développement, une stratégie de modélisation permet l'étude des questions de développement stratégique, de croissance et de politiques sectorielles diverses
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ James Thurlow, Peter Wobst (2003): Poverty-focused social accounting matrices for Tanzania, TMD discussion paper n°112, Washington, march ✓ Epiphane Adjovi, Godfried Missinhoun (2004): Accords de partenariat économique et pauvreté au Bénin – Une analyse à l'aide d'un MEGC selon le principe de micro-simulation, mai ✓ Jean-Marc Philip (2012): Le recours aux MEGC pour l'analyse de l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays ACP – Une revue de la littérature, CAE Documents de recherche du Centre d'analyse économique DR 92-11/12 ✓ Mohamed Bouzahzah, HamidnEsmaeili, Abid Ihadiyan (2007): Ouverture commerciale et migration – Un modèle d'équilibre général calculable pour le Maroc, L'actualité économique, vol. 83, n° 1, pp. 71-90, Erudit
Méthodologie	<p>La méthodologie a combiné:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'analyse documentaire pour comprendre la structure générale MCS, les données à collecter et les techniques d'équilibrage. ✓ Le remplissage de la MSC en tant que tableau entrée sortie (saisie des données) ✓ L'équilibrage de ce tableau avec "total ligne" égal "total colonne".
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Données financières tirées du tableau des opérations financières de l'Etat ✓ Données sur l'économie réelle tirées du tableau emploi-ressources ✓ Données sur les échanges extérieurs tirées de la balance des paiements (BCEAO) ✓ Données de l'équilibre monétaire (BCEAO) ✓ Les données de la douane ✓ Les données d'enquête ELIM 2010 ✓ Les données d'enquête EAC 2010 ✓ Le recensement industriel 2009
Principaux résultats	Une MCS 2010 actualisée, équilibrée et documentée
Recommandations	Mettre une équipe de chercheurs en place pour construire une MCS Mali validée sur le plan international pouvant servir comme données dans toutes les études d'évaluation en MEGC au Mali.

1.5. Etat et religion

☞ Les questions ethniques et religieuses au Mali.



Le présent rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans l'échantillon des 1210 répondants dont 94% de musulmans. Ces perceptions ont plus précisément trait aux questions ethnique et religieuse dans les 6 régions concernées en termes d'identité de groupe des individus, de perception de la religion, de la place de la religion, des connaissances et pratiques de l'islam au Mali et finalement de l'islamisme. Chacun de ces éléments est décliné en plusieurs aspects de la problématique ethnique et surtout religieuse.

L'identité de groupe des personnes interrogées se décline en groupes ethniques et religieux d'appartenance (y compris les confréries religieuses s'il y a lieu), en préférences nationales versus ethniques ou religieuses et en termes de choix entre le groupe ethnique et la religion pratiquée. L'enquête a cherché à savoir le niveau de connaissance et de pratique de l'islam au Mali. Aussi, certaines questions n'auront été posées qu'aux répondants ayant déclaré être de religion musulmane. À ceux-ci, il a été demandé les 5 piliers de leur religion, la fréquence de leur lecture du Coran, leurs

observations du jeûne et de la prière, ainsi que leur attitude face à l'école coranique ou face aux groupes islamiques combattants.

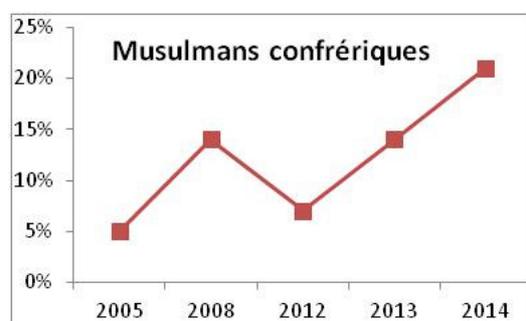
Le rôle social et le poids de la religion, surtout de l'islam, sont mesurés dans cette enquête à travers la place plus ou moins importante de la religion dans la vie quotidienne des Maliens, leur militantisme dans des organismes religieux, l'aide reçue éventuellement d'institutions religieuses, l'importance de l'imam ou du marabout et les responsabilités souhaitées des autorités religieuses.

Les perceptions de la religion sont ici recensées en termes de confiance aux corps religieux, de la perception de la corruption dans ces corps, de l'âge du mariage et de la place de la mosquée parmi les services sociaux de base. Au préalable, il est fait allusion aux personnalités religieuses de référence des répondants. Celles-ci sont tirées du monde musulman compte tenu justement de la dominance absolue de cette religion au Mali et aussi du milieu artistique.

Problématique	En juin 2014, il a été mené au Mali l'enquête Fafo pour recenser les perceptions populaires des Maliens sur "Les implications pour les futures politiques publiques de l'islamisme" dans 5 régions et le district de Bamako. Ces perceptions ont plus précisément trait aux questions ethnique et religieuse en termes d'identité de groupe des individus, de perception de la religion, de la place de la religion, des connaissances et pratiques de l'islam au Mali et finalement de l'islamisme
Pertinence politique	La religion occupe une place de plus en plus considérable dans l'espace public malien. Les avancées de groupes islamiques combattants et l'application sporadique de punitions selon le Code pénal de la Charia au nord du Mali ont pu provoquer la crainte chez les Maliens, tout comme chez les acteurs étrangers sur la transformation progressive du pays vers un "État islamique"
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ la Constitution de la République du Mali ✓ Tone Sommerfelt et Kristin Jesnes (2015), Laïcité au sud du Mali : Débat public actuel sur la laïcité et la liberté religieuse
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif. Les données recueillies sont saisies sur CPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel
Données utilisées	Les données d'enquête quantitative Fafo/GREAT au Mali en 2014
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ A peu près 11% des répondants indiquent qu'ils sont Wahhabiyya/Sunnite/Salafi ✓ Un peu moins de 7 maliens sur 10 (68%) réclament autant leur appartenance religieuse que nationale

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La majorité des maliens s'identifie autant à leur ethnie qu'à leur religion (54%) ✓ 96% des maliens se déclarent musulman et trois de ces musulmans sur cinq se déclarent "musulmans seulement" ✓ Seulement 2% des personnes déclarant être musulmans connaissent les 5 piliers de l'islam dans l'ordre ✓ 73% des musulmans savaient que la prière est l'un des piliers de l'islam. Ils ne sont pourtant que 68% à prier 5 fois par jour ✓ 55% des répondants se prononcent en faveur d'une éventuelle utilisation du code de la famille selon la charia au Mali ✓ Pour près de deux maliens sur trois (65%), la religion est aujourd'hui plus importante qu'elle ne l'était il y a 10 ans
Recommandations	En réponse aux avancées des groupes d'islamistes extrémistes au nord du Mali, il faut sans doute anticiper un contrôle accru de l'État dans les affaires religieuses et auprès des regroupements religieux, en établissant, par exemple, des lignes directrices pour les autorités religieuses, les prédicateurs et l'éducation.

☞ Religion et politique au Mali



Il y a aujourd'hui au Mali deux musulmans confrériques sur neuf contre beaucoup moins en 2008 et même une année auparavant. Ce phénomène est essentiellement alimenté par les régions de Gao, Kidal et Bamako. Les musulmans

confrériques sont plus stricts dans l'observation des pratiques religieuses que les autres croyants. Les religieux discutent plus politique que les sans religion.

Un des défis majeurs de la religion serait de maintenir séparées les sphères religieuse et politique, préserver le caractère laïc de l'Etat. L'éducation et la mise en œuvre de politiques de développement inclusives aideraient à relever un tel défi, si seulement la volonté politique pouvait en être affirmée sans ambage.

Problématique	Le présent rapport traite des questions portant sur la répartition des citoyens selon leurs religions et leurs pratiques religieuses ainsi que sur l'influence desdites pratiques sur les perceptions des affaires publiques, des leaders religieux, des partis politiques et de l'égalité genre face aux postes politiques. Il traite successivement de la distribution des religions, en Afrique et au Mali, des confréries religieuses, de l'importance des pratiques religieuses, de l'importance de la politique pour le religieux, du militantisme (religieux, civil et politique) du croyant ainsi que des perceptions des religieux en termes de confiance et de présomption de corruption vis-à-vis d'un certain nombre d'institutions y compris celles religieuses
Pertinence politique	Aux yeux des maliens, la religion n'apparaît pas comme étant un élément important de différenciation des partis politiques, ni de leurs dirigeants ou membres. Cela semble quelque peu fragile quand on sait l'engouement des politiques dans la sphère religieuse allant jusqu'à l'implication croissante de l'Etat dans les affaires religieuses dont la participation à l'organisation du pèlerinage n'est qu'un épiphénomène. Dès lors, il n'est pas certain que des musulmans mettent à la tête du pays un non musulman ou s'accommodent dans leur vie de tous les jours de la présence d'hommes d'Etat sans la moindre manifestation ostentatoire de leur appartenance islamique.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Divers rapports de GREAT sur le sujet dans différents rounds des enquêtes Afrobaromètre ✓ Presse écrite, nationale et étrangère
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif. Les données recueillies sont saisies sur CPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.
Données utilisées	Les données proviennent essentiellement des enquêtes Afrobaromètre (Rounds 6 et précédents).
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ En recourant aux données du Round 5 (2011-213) pour l'ensemble des 34 pays couverts par l'enquête Afrobaromètre, on observe que 6 africains sur 10 pratiquent la religion chrétienne contre un peu plus de 3 sur 10 pour la religion musulmane, au Mali l'islam est la religion dominante avec 90% ✓ Au Mali, les chrétiens sont beaucoup plus confrériques que les musulmans avec respectivement 75% chrétiens se déclarent appartenir à une confrérie .contre seulement 21% des musulmans en 2014 ✓ La proportion de musulmans confrériques au Mali a connu une augmentation de 2005 à 2014 soit respectivement 5% et 21% ✓ Les religieux au Mali (quelle que soit leur religion) discutent davantage de questions politique et sont intéressés par les affaires publiques. ✓ Les chrétiens (7 sur 10) sont beaucoup plus favorables à l'égalité genre aux postes politiques que les musulmans (5 sur 10) et contactent plus leurs leaders religieux que les musulmans
Recommandations	Il ressort des enquêtes Afrobaromètre que les religieux sont de plus en plus intéressés par la politique et sont très impliqués dans les affaires publiques, or il faut séparer les sphères religieuse et politique, préserver le caractère laïc de l'Etat, à travers notamment l'éducation et la mise en œuvre de politiques de développement inclusives, en plus bien sûr de la volonté politique qui devrait être affirmée sans ambage

1.6. Offres diverses d'études et de recherche

☞ Programme mobilité et migration pour le développement – Renforcement des capacités de l'administration et des collectivités territoriales

Partenaire	Centre d'information et de gestion des migrations (CIGEM)
Contexte	En 2009, l'OIM estimait à 2.68 millions, le nombre de maliens vivant à l'étranger dont près de quatre cinquièmes en Afrique de l'ouest (2.15 millions de personnes). Par comparaison aux données du RGPH de cette année-là (14.52 millions de maliens résidents), la diaspora malienne représenterait 15.6% de la population totale de maliens. Ce qui fait une population non négligeable aussi bien en termes d'effectifs que de compétences et capacités financières pouvant être mises à contribution pour le développement du pays ou tout au moins pour le développement des territoires d'origine des migrants. Aussi, est-il heureux qu'il soit mis en œuvre un programme dénommé "Programme mobilité et migration pour le développement". Dans sa première composante, le Programme entend porter l'appui des partenaires sur la définition des politiques de migration et développement, la seconde composante mettant l'accent plutôt sur la mise en œuvre desdites politiques au niveau local.
Questions de recherche	Comme stipulé dans les TDR, cette étude vise à définir les modalités de planification locale intégrant la migration. En d'autres termes, l'étude devra mettre à disposition une méthodologie de planification du développement local intégrant la migration
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les TDR préconisent au chapitre du diagnostic de l'économie locale deux enquêtes: une auprès d'un échantillon représentatif de communes pour définir le référentiel d'analyse contenant leur capacités respectives et l'autre auprès de deux communes des régions de Kayes et de Sikasso pour opérationnaliser le guide et le finaliser en intégrant des faits stylisés de terrain. ✓ A ces deux niveaux comme aux niveaux ultérieurs de planification locale (élaboration de vision, de stratégies de développement et du plan prioritaire d'action), les outils de collecte des données seront produits en même temps que leurs manuels d'utilisateurs. Les nouveaux outils sont censés palier les insuffisances des supports existants de données tels que les PDESC et les budgets communaux, lesquels supports devront au préalable être évalués. Il sera également fait usage des résultats des travaux des Etats généraux de la décentralisation d'octobre 2013. ✓ Une analyse documentaire générale complètera utilement la collecte des données avec en priorité le cadre législatif et réglementaire des différents aspects de la décentralisation dont les domaines de compétences et les finances locales, les schémas et plans de développement des collectivités territoriales, entre autres.
Résultats attendus	<p>Il est attendu de GREAT</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la production d'un guide méthodologique d'élaboration d'un plan de développement local intégrant la variable "migration" ✓ l'expérimentation dudit guide dans deux communes, une dans la région de Kayes et l'autre dans la région de Sikasso, pour les procurer de plan de développement local intégrant la migration ✓ la formation à la compréhension et à l'application du guide méthodologique d'un noyau d'experts dans les deux régions susmentionnées ✓ la proposition de stratégies et mécanismes de mobilisation de la diaspora en faveur de la mise en œuvre de plans de développement local intégrant la migration ✓ la diffusion des résultats auprès de l'administration et des collectivités territoriales pour le renforcement de leurs capacités.

Partenaire	Ministère de l'économie et des finances
Contexte	<p>Le budget d'Etat est établi dans une perspective annuelle, mais par sa directive n°06/2009/UEMOA relative à la loi de finances, l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) a institutionnalisé la programmation budgétaire pluriannuelle. Cette approche budgétaire orientée vers la performance cherche à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ renforcer le système budgétaire selon ses objectifs spécifiques (discipline budgétaire, allocation efficace des ressources, prestation efficace des services publics) ✓ placer le budget dans une perspective pluriannuelle ✓ placer la notion de performance au cœur de toute la procédure budgétaire ✓ obtenir une plus grande responsabilisation des gestionnaires
Questions de recherche	<p>L'objectif général de la consultation est d'améliorer l'exhaustivité, la cohérence, le réalisme et la crédibilité du budget. De façon spécifique, elle vise à appuyer la Direction générale du budget en vue d'améliorer son modèle de cadrage budgétaire par le développement de modules plus performants.</p>
Méthodologie	<p>L'élaboration du module de projection des recettes et du module de projection et d'allocation des dépenses se fera en plusieurs étapes. Dans un premier temps, l'on procédera à un diagnostic de l'outil actuel de prévision budgétaire. Le diagnostic consistera d'abord en une étude détaillée de l'outil, pour en détecter les points forts et les points faibles. Cette étude sera complétée par les points de vue des utilisateurs actuels de l'outil sur ses aspects satisfaisants à garder dans le nouvel instrument de prévision à développer, sur ses aspects non satisfaisants à corriger, compléter et à améliorer selon le cas et enfin sur de nouvelles fonctionnalités souhaitées. Dans un deuxième temps, il sera fait une relecture des hypothèses et des liens entre variables sur la base de la littérature théorique et empirique et sur la base de la connaissance de l'économie malienne, pour une crédibilité renforcée du modèle et une fiabilité des prévisions à réaliser</p>
Résultats attendus	<p>Au sortir de la consultation, les principaux résultats attendus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ un module de prévision des recettes sur la base des paramètres économiques très pertinents ✓ un module de prévision et d'allocation des dépenses selon les objectifs des politiques publiques ✓ un manuel d'utilisation du modèle ✓ la formation des utilisateurs du modèle.

Contrôle de la durabilité des interventions WASH – Partenariat Pays Bas/UNICEF/Mali – dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Mopti

Partenaire	Unicef
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'UNICEF en partenariat avec les Pays Bas et le Gouvernement du Mali ont commencé à mettre le programme pour l'accélération de l'accès à l'assainissement et à l'eau pour tous à l'instar d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est, soit au total 9 pays (Bénin, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Mauritanie et Sierra Leone). Ce programme permettra à plus de 5 millions de personnes d'avoir accès à l'eau potable et à l'assainissement durables et touchera plus de 7 millions de personnes par des activités de promotion de l'hygiène et cela par l'amélioration du traitement et du stockage de l'eau à domicile. ✓ Plus précisément, ce programme toucherait plus de 1'700 établissements par l'amélioration de leur service d'alimentation en eau, d'assainissement et d'hygiène, soit 1'450 écoles et 250 centres de santé. Il bénéficiera donc à près de 400'000 enfants et 25'000 patients. ✓ L'objectif du programme d'accélération de l'accès à l'eau et à l'assainissement vise à accomplir d'importants progrès vers la réalisation des cibles des OMD et au-delà dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en faveur des communautés déshéritées vivant dans les pays participants. Ceci se fera dans une synergie d'actions entre les gouvernements, les communautés locales, les institutions nationales, les ONG et la communauté

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sur une période de 10 ans, il utilisera une stratégie basée sur la mise de l'accent sur la durabilité et la garantie pour le bon fonctionnement des installations, une alimentation en eau saine et le changement de comportement par l'utilisation de latrines et le lavage des mains. Aussi, l'UNICEF fera un soutien ciblé aux gouvernements partenaires dont le Mali pour la fourniture des services WASH et des pratiques de changement comportemental en faveur des bénéficiaires ✓ Ici, l'approche de durabilité comporte 3 aspects clés en plus de la fourniture de services et de changement comportemental. Il s'agit de la durabilité au sein du Cadre de résultats de programme, de l'élaboration et la signature de "Pactes de durabilité" entre l'UNICEF et les gouvernements et des contrôles annuels de la durabilité
Questions de recherche	<p>Comme stipulé par les TDR, trois objectifs majeurs sont fixés pour ce contrôle de durabilité qui est le premier du genre et qui s'étale du 01 janvier 2013 au 31 décembre 2014. Il s'agit de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ déterminer la durabilité des résultats intermédiaires des programmes pays, notamment le fonctionnement et le niveau des services, la qualité de l'eau et la durabilité du changement de comportement (absence de défécation à l'air libre, pratique du lavage des mains au savon et pratiques relatives à la manipulation et au transport de l'eau potable) ✓ déterminer les raisons/goulots d'étranglement/obstacles clés à la durabilité (ou l'absence de durabilité) des résultats du programme afin d'informer les changements éventuels à la conception du programme et les correctifs à apporter en cours de route ✓ suivre la mise en œuvre des Pactes de durabilité et proposer des changements si nécessaire.
Méthodologie	<p>Pour cette activité de contrôle de durabilité, il est prévu l'organisation de rencontres avec l'UNICEF-Mali et les partenaires du gouvernement et la réalisation d'une enquête sur le terrain. Le CD (contrôle de durabilité) se fera, selon les TDR, en trois phases principales qui sont la mise en route (réunion de lancement, revue documentaire, élaboration d'une méthodologie détaillée et la préparation du rapport initial), la phase d'étude (collecte de données, observations de terrain, traitement et analyse des données) et la phase de rapportage et de présentation (préparation du rapport de CD et la communication des principales recommandations)</p>
Résultats attendus	<p>A la fin et pendant le processus de consultation, il est attendu de GREAT les livrables ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ un Rapport initial provisoire (plan de travail, description de la conception de la méthodologie détaillée et le sommaire du Rapport de CD) ✓ Un Rapport initial final qui est le rapport initial provisoire modifié selon les commentaires de l'Unicef ✓ un Rapport provisoire de CD (rapport complet avec des annexes fournissant des informations détaillées sur les données compilées) ✓ un Rapport final de CD (rapport complet modifié selon les commentaires de l'Unicef et les acteurs gouvernementaux) ✓ une Présentation PowerPoint pouvant être utilisée par l'Unicef et le gouvernement pour présenter les résultats au cours des revues sectorielles WASH et événements nationaux similaires

2. Enquêtes



En 2015, GREAT a mené au total cinq enquêtes dont trois sur la santé de la reproduction en partenariat avec PSI/Mali (Utilisation des méthodes contraceptives modernes chez les femmes en âge de procréer, Connaissances et pratiques des

agents de comptoir des pharmacies sur la disponibilité du misoprostol, Evaluation de l'offre de services du DIU et des services SAA dans les structures sanitaires publiques et communautaires), une sur l'agriculture en partenariat avec ISSER de l'Université Legon du Ghana (Evaluation de l'impact des services de rappels post-récolte et de fourniture des produits aux petits agriculteurs) et une sur les entreprises en partenariat avec World Economic Forum (Rapport sur la compétitivité globale des entreprises 2015-2016).

🔗 Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité globale

Objet	Rapport sur la compétitivité globale des entreprises 2015-2016
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies ✓ Infrastructures ✓ Innovation et technologie ✓ Environnement financier ✓ Commerce extérieur et investissement ✓ Concurrence sur le marché domestique ✓ Conduite des affaires et innovation ✓ Sécurité ✓ Gouvernance ✓ Education et capital humain ✓ Santé ✓ Voyage et tourisme ✓ Environnement ✓ Risque
Partenaire	World Economic Forum
Durée	3 mois
Période	février – avril 2015
Echantillon	98 entreprises dans les régions de Sikasso, Ségou et Bamako
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Correspondance aux entreprises ✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises ✓ Récupération des questionnaires remplis ✓ Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum

🔗 Utilisation des méthodes contraceptives modernes chez les femmes en âge de procréer

Objet	Mesurer le niveau et la structure de l'utilisation des méthodes contraceptives modernes chez les femmes en âge de procréer au Mali.
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Caractéristiques sociodémographiques ✓ Données sociodémographiques ✓ Antécédent de fertilité et préférence ✓ Utilisation de la contraception ✓ Opportunité ✓ Capacité

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Motivation ✓ Exposition aux médias et aux activités de PSI/Mali
Partenaire	PSI/Mali
Durée	9 semaines
Période	février – mai 2015
Echantillon	3847 femmes de 15-49 ans dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti et Bamako
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Adaptation et finalisation du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Rédiger le manuel des enquêteurs ✓ Planifier la logistique pour les travaux de terrain ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ (double)Saisie et gestion des données sur CsPro ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base de données

☞ Evaluation d'impact des services post-récolte et produits fournis aux petits agriculteurs

Objet	Evaluation de l'impact des services de rappels post-récolte et de fourniture des produits aux petits agriculteurs
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sélection des ménages ✓ Information sur le ménage ✓ Information individuelle ✓ Education ✓ Production agricole ✓ Revenu et sources de revenu dans les 12 derniers mois ✓ Sécurité alimentaire ✓ Dépenses et conditions de vie
Partenaire	ISSER / 3ie
Durée	2 mois
Période	février – avril 2015
Echantillon	2097 agriculteurs dans la région de Sikasso
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Adaptation du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Reproduction du questionnaire ✓ Rédaction du manuel des enquêteurs ✓ Planification de la logistique pour les travaux de terrain ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ (double)Saisie et gestion des données sur CsPro ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base de données ✓ Traitement et analyse de la base des données ✓ Rédaction du rapport ✓ Dissémination des résultats

☞ Connaissances et pratiques des agents de pharmacies sur la disponibilité du misoprostol

Objet	Mesurer les connaissances et pratiques des agents de comptoir des pharmacies sur la disponibilité du misoprostol
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Identification de la pharmacie ✓ Accueil de l'agent de comptoir de pharmacie ✓ Connaissance sur la voie d'admission et cas appropriés pour la prise du Misoprostol/Cytotec ✓ Connaissance sur les effets secondaires du Misoprostol/Cytotec et ses différentes utilisations
Partenaire	PSI/Mali
Durée	1 mois

Période	décembre 2015
Echantillon	561 Pharmacie dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou et Bamako
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Adaptation du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Rédaction du manuel des enquêteurs ✓ Reproduction du questionnaire ✓ Planification de la logistique pour les travaux de terrain ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ (double)Saisie et gestion des données sur CsPro ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base de données ✓ Traitement et analyse de la base des données ✓ Rédaction du rapport

Evaluation de l'offre de services de DIU et de SAA dans les structures sanitaires

Objet	Evaluer l'offre de services du DIU et des services SAA dans les structures sanitaires publiques et communautaires du Mali
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Disponibilité des Services de la reproduction ✓ Formation en DIU et en SAA ✓ Caractéristique du prestataire ✓ Méthodes de planification familiale offertes ✓ Pratique de l'insertion/retrait du DIU ✓ Revue du registre de la planification familiale ✓ Service de soins après avortement ✓ Pratique de soins après avortement
Partenaire	PSI/Mali
Durée	1 mois
Période	décembre 2015 – janvier 2016
Echantillon	796 structures sanitaires publiques et communautaires dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Bamako
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Adaptation du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Reproduction des questionnaires ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ (double)Saisie et gestion des données sur CsPro ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base de données ✓ Traitement et analyse de la base des données ✓ Rédaction du rapport

3. Formation et renforcement des capacités



Durant l'exercice 2015, GREAT a mené des activités de formation et de renforcement des capacités conformément à son programme d'activités et à son plan stratégique. Ces activités concernent dans un premier temps les formations dispensées

par GREAT au profit de ses partenaires et groupes cibles en analyse et suivi budgétaire ainsi que dans le domaine des techniques quantitatives sur logiciels (Cspro et SPSS) et enfin en suivi-évaluation du budget de la santé. Dans un second temps, le personnel et les collaborateurs de GREAT ont aussi suivi des formations, notamment en études d'impact, en analyse budgétaire sur Excel (module Boost de la Banque mondiale) et en anglais, pour un renforcement de leur capacité en vue de mener à bien leurs activités quotidiennes.

3.1. Ateliers de formation

☞ Formation des agents de l'ONG AMEDD en CSPRO et SPSS

Thème	Formation en CSPRO et en SPSS
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Initiation à CSPRO ✓ Conception de masque de saisie ✓ Concaténation de la base CSpro ✓ Transfert de fichier CSpro en SPSS ✓ Enregistrement des données ✓ Analyse des données sur SPSS
Lieu	Bamako
Période	02-04 février 2015
Durée	3 jours
Organisateur	✓ Intercoopération suisse
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Wélé Fatoumata Binta Sow ✓ Djénéba Diarra ✓ Badiégué Diallo ✓ Massa Coulibaly
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Logiciel CSpro ✓ Logiciel SPSS
Participants	10 agents de AMEDD et Intercoopération suisse
Certification	Sans objet

☞ Formation des OSC maliennes en analyse et suivi du budget de l'Etat et des communes

Thème	Analyse et suivi du budget de l'Etat et des communes
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Généralité sur le budget de l'Etat ✓ Processus budgétaire de l'Etat et acteurs impliqués ✓ Processus budgétaire communal et acteurs impliqués ✓ Analyse budgétaire
Lieu	Bamako
Période	16-20 mars 2015
Durée	5 jours

Organisateur	✓ ARIANE
Formateurs	✓ Boubacar Bougoudogo ✓ Bassidy Diabaté
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	18 membres d'OSC maliennes
Certification	Sans objet

☞ **Atelier de renforcement de capacités des parlementaires, des medias, des OSC, des représentants des ministères de la santé et du budget en analyse et suivi des budgets alloués à la santé**

Thème	Analyse et suivi des budgets alloués à la santé
Modules de formation	✓ Aperçu sur le processus africain de renforcement des capacités des pays membres de la région OMS Afrique en analyse et suivi budgétaire, suivi des agents des Gouvernement en matière de Santé et en plaidoyer pour la SMNE ✓ Leçons apprises des visites des parties prenantes ✓ Processus d'élaboration du plan d'action sur le plaidoyer en santé et grandes lignes du PA ✓ Présentation des TDR pour la mise en place du RENAMIAB & P-SMNE
Lieu	Salle Virunga de l'INPESS, RDC
Période	04-18 novembre 2015
Durée	15 jours
Organisateurs	✓ HHA ✓ Save the Children ✓ Communauté de pratique ✓ Family Care International
Formateurs	✓ Mr Boubacar BOUGOUDOGO, Consultant de l'OMS (GREAT) ✓ Dr. Epumba Jean-Bertin, Directeur Adjoint DEP ✓ Dr ILUNGA Jean-Fidèle, Directeur PNIRA
Supports	Discussions et échanges
Participants	50 agents des structures impliquées
Certification	Sans objet

3.2. Renforcement de capacités

☞ **Formation des partenaires d'exécution HACT des agences des Nations unies au Mali**

Thème	Formation des partenaires d'exécution sur le HACT
Modules de formation	✓ Approche Harmonisée des Transferts de fonds aux partenaires de mise en œuvre ✓ Micro-évaluation ✓ Processus de renforcement des capacités des PE ✓ Vérification ponctuelle ou spotcheck ✓ Autorisation de financement et certificat de dépenses (FACE)
Lieu	Grand Hôtel, Bamako
Période	24 – 25 mars 2015
Durée	2 jours
Organisateur	UNICEF
Formateurs	✓ M. Alain Da CRUZ ✓ M. Yalcouyé ✓ Mme Kadidia Dembélé ✓ Mme Mariam Doucouré ✓ M. Amadou Dembélé
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation en fichiers PDF

	✓ Documentation en copies dures
Participants	100 partenaires dont 2 de GREAT
Certification	Attestation de formation

☞ Formation sur les modalités d'utilisation de l'outil BOOST pour l'analyse rapide de l'exécution budgétaires des dépenses publiques

Thème	Formation BOOST
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentation de BOOST ✓ Quelques notions d'Excel ✓ Mise en place de la base de données ✓ Création de tableaux croisés dynamiques ✓ Analyse de données BOOST
Lieu	Bamako
Période	27 au 29 Avril 2015
Durée	3 jours
Organisateur	Banque Mondiale
Formateurs	✓ 2 experts de la Banque mondiale dont 1 résidant à Bamako
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentation des modules de BOOST ✓ Application sur données tronquées ✓ Exercices pratiques sur Excel
Participants	13 participants dont 1 de GREAT
Certification	Sans objet

☞ Formation en Analyse des impacts sociaux et sur la pauvreté

Thème	Les aspects sociaux dans l'Analyse des impacts sur la pauvreté et le social (PSIA)
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Méthodologie PSIA ✓ Etudes de cas ✓ Travaux de groupe
Lieu	Cape Town, Afrique du Sud
Période	23-24 juillet 2015
Durée	2 jours
Organisateur	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Groupe de la Banque Mondiale ✓ SALDRU, Université de Cape Town
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Maitreyi Das ✓ GABRIELA Inchauste ✓ Emily SINNOTT ✓ Paolo Verme ✓ Juan Carlos Parra ✓ Nobuo Yoshida ✓ Sarosh Sattar
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	Une cinquantaine dont 2 du Mali (1 de GREAT et 1 de la Direction nationale du trésor et de la comptabilité publique)
Certification	Sans objet

☞ Ecole Afrobaromètre

Thème	Ecole d'été francophone Afrobaromètre
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Économétrie avancée ✓ Election et responsabilité politique ✓ Genre et ethnicité ✓ Gouvernance

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Histoire économique ✓ Infrastructures ✓ Institutions ✓ Méthodologie ✓ SIG ✓ SPSS ✓ Stata
Lieu	Abomey Calavi, Bénin
Période	20 juillet – 7 août 2015
Durée	3 semaines
Organisateur	IREEP
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Professeur Kim Yi Dionne ✓ Dr Brou Marcellin ✓ Dr Gilles Badet ✓ Professeur Leonard Wantchekon ✓ Andre Guéguéhoun ✓ Claude Kossou ✓ Anatole Kouzonde Thomas Isbell ✓ Aimé Sédégan ✓ Damase Sossou
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures ✓ Logiciel SPSS ✓ Logiciel STATA
Participants	27 participants dont 3 de GREAT
Certification	Attestation de formation

☞ Formation en études d'évaluation d'impacts

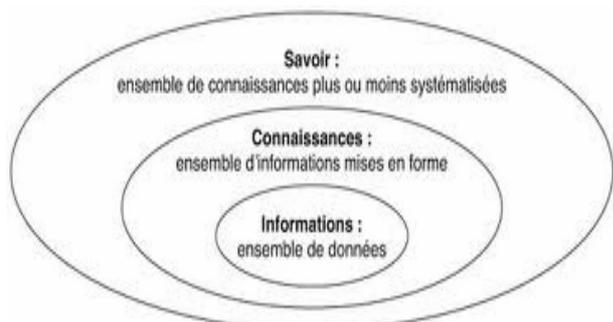
Thème	Méthodes d'évaluation d'impacts de projets et programmes
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentation de l'Unité de mesure, d'apprentissage et d'évaluation ✓ Travail sur CAPI ✓ Suivi et évaluation ✓ Types d'évaluation ✓ Evaluation d'impacts ✓ Quantifier l'impact de projets/programmes ✓ Présentation des expériences des pays présents
Lieu	Accra, Ghana
Période	22 – 26 juin 2015
Durée	5 jours
Organisateur	✓ ISSER
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Robert Darko Osei ✓ Joseph Darko
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures ✓ Logiciel Excel
Participants	14 dont 2 de GREAT
Certification	Sans objet

☞ Formation en Excel de la DNPDP

Thème	Formation en Excel appliqué au Modèle macroéconomique (MME) de la DNPDP
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'aide en Excel ✓ Les conventions de protection en général ✓ La protection du fichier ✓ Les conventions et les modes de calcul ✓ L'importance de la vitesse de calcul

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La présentation dans le détail des méthodes de calcul en Excel ✓ Le passage en revue du modèle ✓ Le rôle joué par le mode de calcul dans un modèle ✓ La notion de champ ✓ Les conditions de validité d'une base de données ✓ Les fonctions essentielles de bases de données de la modélisation ✓ Tuyaux pour l'utilisation des bases de données ✓ Les fonctions de recherche Index, Equivalence, Adresse et Indirect ✓ L'introduction au système de glissement automatique des données ✓ Organisation du fichier ✓ L'introduction aux critères d'extraction des bases de données ✓ Le fonctionnement de l'année charnière ✓ Toilettage du modèle MME
Lieu	Salle de Conférence DNPD, Bamako
Période	07 – 18 décembre 2015
Durée	10 jours
Organisateur	DNPD
Formateur	Bakary Kindé
Supports	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures ✓ Logiciel Excel
Participants	23 dont 1 de GREAT
Certification	Sans objet

4. Communication et information



GREAT a mené des ateliers de dissémination des résultats des différentes enquêtes qu'il a organisé, a participé à des

conférences, a pris part à des cafés à Bamako et ailleurs ainsi qu'à bien d'autres activités dont les réunions du Comité de prévision et de modélisation, le Débriefing de Afrobaromètre à Dakar, la cérémonie de remise du prix Abdoulaye FADIGA à l'agence principale de la BCEAO à Bamako, aux réunions du Comité exécutif du réseau Afrobaromètre, etc.

4.1. Ateliers de dissémination

👉 Atelier de dissémination des résultats d'enquêtes ISSER

Thème	L'impact du rappel des services de collecte post-récolte et de la disponibilité à temps d'information sur le pouvoir marchand des petits exploitants agricoles et sur les revenus au Mali
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Les services techniques de l'agriculture ✓ Les universitaires ✓ Les ONG ✓ Les structures publiques
Date	06 octobre 2015
Lieu	Hôtel Olympe, Bamako
Animateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fred Dzanku ✓ Louis Hodey ✓ Massa Coulibaly
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le nombre de parcelles cultivées ✓ La taille des parcelles ✓ La superficie cultivée par chaque ménage ✓ Les principales cultures cultivées par les ménages ✓ Les semences améliorées utilisées ✓ Les engrais utilisés ✓ Insécurité alimentaire ✓ Perte post-récolte ✓ Commercialisation des céréales ✓ Accès au crédit agricole

👉 Atelier de dissémination des résultats Afrobaromètre R6

Thème	Les maliens soutiennent les grèves mais...
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Les PTF ✓ Les universitaires ✓ Les ONG ✓ Les structures publiques ✓ Les syndicats de travailleurs
Date	24 octobre 2015
Lieu	Bamako

Animateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Wélé Fatoumata Binta Sow ✓ Massa Coulibaly
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le chômage à l'échelle des préoccupations et les politiques de lutte contre le chômage ✓ Le salariat au Mali et le marché du travail ✓ Perceptions populaires des récentes grèves syndicales ✓ Le débat sur l'exclusion de certains secteurs du champ des grèves

👉 Atelier de dissémination des résultats Afrobaromètre

Thème	Pour une paix durable et la réconciliation, les maliens optent pour les poursuites judiciaires et la condamnation des coupables
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Les PTF ✓ Les universitaires ✓ Les ONG ✓ Les structures publiques
Date	24 octobre 2015
Lieu	Bamako
Animateurs	François Koné
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'efficacité du gouvernement face aux problèmes de groupes armés ✓ Options de sortie de crise ✓ Pour la paix et la réconciliation

👉 Atelier de dissémination des résultats Afrobaromètre

Thème	Les religieux ne sont pas indifférents à la politique au Mali
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Les PTF ✓ Les universitaires ✓ Les ONG ✓ Les structures publiques
Date	14 novembre 2015
Lieu	Bamako
Animateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Djénéba Diarra ✓ Massa Coulibaly
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Cartographie de la religion ✓ Poids de la religion ✓ Activisme civil et politique des religieux ✓ Perceptions et pratiques religieuses

👉 Atelier de dissémination des résultats Fafo

Thème	Au-delà de l'extrémisme: le renouveau religieux au Mali
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Les PTF ✓ Les universitaires ✓ Les ONG ✓ Les structures publiques
Date	14 novembre 2015
Lieu	Bamako
Animateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Moussa Coulibaly ✓ Massa Coulibaly
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le changement de la scène religieuse dans le sud au cours des dernières années ✓ Les implications du renouveau religieux ✓ L'avenir de la laïcité au Mali ✓ La liberté de religion

☞ Atelier de dissémination des résultats Afrobaromètre

Thème	Le Mali en déficit de gouvernance
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Les PTF ✓ Les universitaires ✓ Les ONG ✓ Les structures publiques
Date	5 décembre 2015
Lieu	Bamako
Animateurs	Boubacar Bougoudogo
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La demande de gouvernance dans les préoccupations populaires ✓ L'offre de gouvernance face à la demande ✓ Indice de gouvernance

☞ Atelier de dissémination des résultats Afrobaromètre

Thème	Les maliens à l'épreuve du quotidien
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Les PTF ✓ Les universitaires ✓ Les ONG ✓ Les structures publiques
Date	5 décembre 2015
Lieu	Bamako
Animateurs	Moussa Coulibaly
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Conditions de vie ✓ Cadre de vie ✓ Privations en biens et services ✓ Secteurs d'activités à promouvoir

4.2. Café

☞ Atelier de concertation sur les ODD

Thème	Implications nationales de la mise en œuvre des ODD au Mali
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Les PTF ✓ Les universitaires ✓ Les ONG ✓ les organisations internationales ✓ Les structures publiques
Date	13 novembre 2015
Lieu	Bamako
Animateurs	François Koné
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les 17 objectifs de ODD ✓ OMD Versus ODD ✓ Implications pour la recherche ✓ Le contour du partenariat national

☞ Fafo breakfast à Oslo

Thème	L'islamisme dans le sud du Mali
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le Ministère norvégien des affaires étrangères ✓ Des anciens coopérants ayant séjourné au Mali ✓ Le personnel de recherche de Fafo ✓ Les ONG opérant au Mali
Date	15 octobre 2015

Lieu	Oslo, Norvège
Animateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Tone Sommerfelt ✓ Kristin Jesnes ✓ Anne Hatløy ✓ Massa Coulibaly
Compte rendu	Au-delà de l'islamisme, le renouveau religieux au Mali

4.3. Séminaire

👉 Atelier de validation du rapport de l'autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix

Thème	Evaluation à mi-parcours du projet de IMRAP sur la paix au Mali
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisations de la Société civile ✓ Les administrateurs ✓ Les religieux ✓ Les personnes âgées ✓ Les chercheurs ✓ La police ✓ La gendarmerie ✓ Les forces armées ✓ L'UE ✓ Les représentants des camps de réfugiés ✓ Le gouvernement
Date	27 – 29 janvier 2015
Lieu	CICB, Bamako
Animateurs	Directrice Exécutive de l'IMRAP
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La gestion de la diversité sociopolitique et de la crise des valeurs sociétales ✓ La régulation de la compétition autour des ressources et opportunités socioéconomiques ✓ La gouvernance de l'accès aux services publics ✓ Le mécanisme de gestion et de résolution des conflits locaux et rébellions armés

👉 Atelier UNICEF-CSLP

Thème	Validation de l'analyse de la situation des enfants (SITAN) au Mali
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisations de la Société civile ✓ La Cellule technique CSLP ✓ Les ministères en charge des services sociaux et de la promotion de l'enfant ✓ Les organismes internationaux
Date	24 - 25 mars 2015
Lieu	Radinson Blu Hôtel, Bamako
Animateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Benjamin ✓ Thiécoura Sidibé, ✓ Adama Barry ✓ Massa Coulibaly
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les indicateurs d'accès de Sitan ✓ Les contraintes d'accès et risques de Sitan ✓ L'analyse genre des inégalités ✓ Les programmes, les stratégies et les plans nationaux ✓ Le social dans les dépenses publiques ✓ Les dépenses de santé ✓ Les dépenses d'éducation ✓ Les autres dépenses sociales ✓ Le programme de coopération Mali – UNICEF 2015-2019 ✓ Concept de MODA (Multiple overlapping deprivation analysis) ✓ Analyse comparée MODA ✓ Groupe thématique MODA

☞ Réunion de synthèse des enquêtes Afrobaromètre R6

Thème	Debriefing des enquêtes Afrobaromètre round 6
Public cible	33 Pays partenaires de Afrobaromètre
Date	28 septembre – 02 octobre 2015
Lieu	Dakar, Sénégal
Animateur	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Gyimah Boadi ✓ Boniface Dulani
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les budgets ✓ Les consultations des parties prenantes ✓ L'indigénisation du questionnaire et CSQ ✓ L'échantillonnage ✓ L'assistante technique ✓ La gestion du terrain ✓ La collecte et la gestion des données ✓ La communication ✓ Le renforcement des capacités

☞ Atelier de révision du cadrage macroéconomique

Thème	Révision du cadrage macroéconomique de la 3 ^{ème} génération du CSLP
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> ✓ CSLP ✓ DNPD ✓ INSTAT ✓ DNTCP ✓ Partenaires techniques et financiers ✓ Organisations de la société civile
Date	02 – 04 novembre 2015
Lieu	Bamako
Animateur	Oumar Diall
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les comptes nationaux ✓ Le TOFE ✓ Le MME

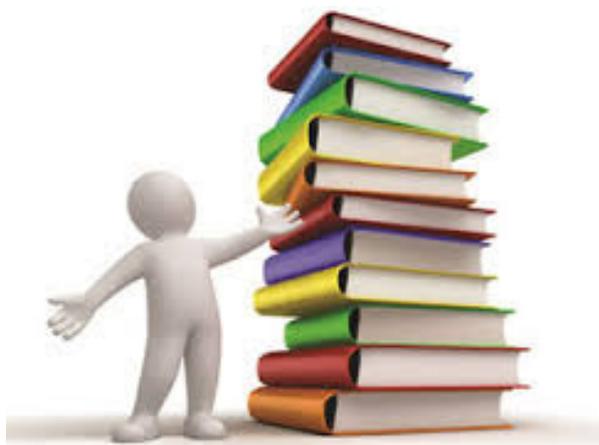
4.4. Conférences

☞ Conférence Afrobaromètre des utilisateurs politiques

Thème	Conférence Afrobaromètre des utilisateurs politiques
Public cible	Partenaires internationaux de Afrobaromètre
Date	20 – 22 octobre 2015
Lieu	La-Palm Royal Beach Hotel, Accra
Animateurs	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Carolyn Logan ✓ Gerard Guedegbe
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisations et défis des rounds 5 et 6 ✓ Plans de dissémination globale ✓ Résultats des enquêtes auprès des utilisateurs politiques

5. Publications

5.1. Afrobaromètre R6 – Résumé des Résultats pour le Mali, 2014



d'opinions publiques sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2015. Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 répondants. Les tableaux suivants présentent quelques uns des résultats du traitement statistique de la base données.

Afrobaromètre est un réseau de recherche non partisane qui mène des enquêtes

☞ Répartition démographique de l'échantillon (en %)

		Non pondéré	Pondéré
Sexe			
	Homme	50	50
	Femme	50	50
Localité			
	Urbain	25,3	24,9
	Rural	74,7	75,1
Région			
	Kayes	13,3	13,4
	Koulikoro	16,0	16,3
	Sikasso	17,3	17,1
	Ségou	15,3	15,7
	Mopti	14,0	14,1
	Tombouctou	4,7	4,9
	Gao	4,0	3,7
	Kidal	1,3	,5
	Bamako	14,0	14,3
Education			
	Aucune éducation formelle	37,8	38,1
	Primaire	26,3	25,6
	Secondaire	22,4	23,1
	Post-secondaire	13,5	12,7
Religion			
	Chrétien	4,3	4,6
	Musulman	90,3	89,6
	Autre	5,2	5,4
	Refusé	0	0
	Ne sait pas	0,3	0,4

☞ **Quelques résultats sur diverses perceptions populaires**

Q3. Commençons par votre point de vue général sur l'orientation actuelle de notre pays. Certaines personnes pourraient penser que le pays va dans la mauvaise direction. D'autres peuvent penser qu'il va dans la bonne direction. Permettez-moi de vous interroger sur le sens global du pays: Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou bonne direction?					
	Urbain	Rural	Homme	Femme	Total
Dans la mauvaise direction	53	52	50	54	52
Dans la bonne direction	47	48	50	46	48
Ne sait pas					
Q4A. De manière générale, comment décririez-vous: La situation économique actuelle du pays?					
	Urbain	Rural	Homme	Femme	Total
Très mal	21	15	17	16	16
Mal	35	39	38	39	38
Ni bien ni mal	16	9	9	12	11
Assez bien	28	32	32	30	31
Très bien		5	4	3	4
Ne sait pas					
Q4B. De manière générale, comment décririez-vous: Vos conditions de vie actuelles?					
	Urbain	Rural	Homme	Femme	Total
Très mal	18	18	17	18	18
Mal	27	38	35	36	36
Ni bien ni mal	17	8	12	9	10
Assez bien	33	33	32	34	33
Très bien	5	3	4	3	3
Ne sait pas					
Q8A. Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez dû faire face aux situations suivantes: Nourriture insuffisante pour manger à sa faim?					
	urbain	rural	Homme	Femme	Total
Jamais	78	57	62	63	62
Juste 1 ou 2 fois	7	10	8	11	9
Quelques fois	11	15	15	14	14
Plusieurs fois	3	16	13	12	13
Toujours	1	2	2	1	2
Ne sait pas					
Q8B. Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez dû faire face aux situations suivantes: Manque d'eau potable pour les besoins domestiques?					
	urbain	rural	Homme	Femme	Total
Jamais	82	66	70	69	70
Juste 1 ou 2 fois	6	5	5	5	5
Quelques fois	6	12	9	11	10
Plusieurs fois	5	11	10	9	10
Toujours		7	5	5	5
Ne sait pas					
Q21. Concernant les dernières élections présidentielles de 2013, laquelle des affirmations suivantes est vraie pour vous?					
	urbain	rural	Homme	Femme	Total
Vous n'étiez pas inscrit pour voter	5	3	2	5	4
Vous aviez voté aux élections	69	76	77	72	74
Vous aviez décidé de ne pas voter	7	1	2	2	2
Vous n'aviez pas trouvé le bureau de vote	2		1	1	1
Vous aviez été empêché de voter	1	2	2	1	1
Vous n'aviez pas eu le temps de voter	1	2	1	2	2
Vous n'aviez pas voté car vous n'aviez pas trouvé votre nom dans le registre des	5	5	5	5	5

électeurs					
Vous n'aviez pas voté pour d'autres raisons	9	11	10	11	11
Vous étiez trop jeune pour voter	2		1	1	1
Ne sait pas/ne se souvient pas					
Q40. Discutons à présent du système politique de ce pays. A votre avis, quel est le niveau de la démocratie au Mali aujourd'hui?					
	urbain	rural	Homme	Femme	Total
Pas une démocratie	5	5	5	5	5
Une démocratie avec des problèmes majeurs	37	39	39	38	39
Une démocratie, mais avec des problèmes mineurs	46	31	36	33	35
Une pleine démocratie	12	23	19	21	20
Ne comprend pas la question/ne comprend pas ce qu'est la démocratie		2		3	1
Ne sait pas			0	0	
Q54. A votre avis, pendant l'année écoulée, le niveau de la corruption a augmenté, diminué ou resté le même dans ce pays?					
	urbain	rural	Homme	Femme	Total
A beaucoup augmenté	15	17	15	18	16
A un peu augmenté	16	14	14	15	14
Est resté le même	22	17	15	22	18
A un peu diminué	37	36	38	34	36
A beaucoup diminué	11	15	18	11	14
Ne sait pas		1	1		1
Q55e. Au cours des 12 derniers mois, Etait-il facile ou difficile d'obtenir le document dont vous aviez besoin ? une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur ou une autorisation officielle du gouvernement?					
	urbain	rural	Homme	Femme	Total
Très facile	11	10	14	7	10
Facile	15	14	17	11	14
Difficile	15	8	12	7	10
Très difficile	10	5	10	2	6
Aucun contact	48	64	48	72	60
Ne sait pas					
Q66b. Maintenant, parlons de la performance du Gouvernement actuel de ce pays. Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le Gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? Amélioration des conditions de vie des pauvres					
	urbain	rural	Homme	Femme	Total
Très mal	26	31	31	29	30
Plutôt mal	45	41	39	45	42
Plutôt bien	27	23	26	23	24
Très bien	2	5	5	4	4
Ne sait pas / N'en ai pas Suffisamment entendu parler					
Q66k. Maintenant, parlons de la performance du Gouvernement actuel de ce pays. Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le Gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? Lutte contre la corruption au sein du gouvernement					
	urbain	rural	Homme	Femme	Total
Très mal	30	22	25	23	24
Plutôt mal	33	32	30	34	32
Plutôt bien	31	36	35	35	35
Très bien	6	9	10	7	8
Ne sait pas / N'en ai pas Suffisamment entendu parler	0	1		1	1

80a. À votre avis, lequel des pays suivants serait le meilleur modèle de développement futur de notre pays?					
	urbain	rural	Homme	Femme	Total
Aucune de ceux-ci	1	2	1	2	2
Etats Unis d'Amérique	19	20	22	16	19
Chine	55	31	44	29	37
France	17	38	23	42	33
Inde	1	1	1	1	1
Afrique du Sud	4	3	4	3	3
Nous devons suivre le modèle de notre propre pays	3	5	3	6	5
Ne sait pas					
Autre	1	1	1		1
80b. À votre avis, lequel de ceux-ci a le plus d'influence sur le Mali, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?					
	urbain	rural	Homme	Femme	Total
Aucun de ces acteurs n'a réellement d'influence	1	2	1	3	2
Etats Unis d'Amérique	5	9	9	7	8
Chine	14	12	14	11	13
France	79	71	74	72	73
Inde		0	0	1	0
Afrique du Sud	1	1	1	2	1
Les organisations internationales, comme les Nations unies ou la Banque mondiale		1	1	1	1
D'autres pays ou organisations		1	1	1	1
Ne sait pas	1	2	0	3	2
Autre					
Q82a_MLI. Des grèves organisées récemment par des organisations syndicales pour faire pression sur les employeurs, gouvernement pour obtenir des augmentations de salaire					
	urbain	rural	Homme	Femme	Total
Fortement en désaccord	6	12	11	11	11
En désaccord	13	17	18	14	16
Ni en accord ni en désaccord	2	3	3	3	3
En accord	27	30	26	33	30
Fortement en accord	50	33	39	35	37
Ne sait pas / N'en a pas suffisamment entendu parler pour se prononcer	1	4	3	3	3
Q82b_MLI. Pensez-vous que le gouvernement puisse faire quelque chose ou non en ce qui concerne les récentes grèves ?					
	urbain	rural	Homme	Femme	Total
Le gouvernement ne peut rien faire	9	13	11	13	12
Le gouvernement peut faire quelque chose	91	82	86	83	84
Ne sait pas	1	5	3	4	4

5.2. Les Great_Cahiers

Titre	Mali – Les questions ethniques et religieuses – Résultat des enquêtes Fafo
Numéro	51
Date de publication	Janvier – Mars 2015
Auteurs	Anne Hatloy et Massa Coulibaly
Nombre de pages	36 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Laïcité au Sud du Mali – Débat public actuel sur la laïcité et la liberté religieuse – Résultats des enquêtes Fafo
Numéro	52
Date de publication	Avril – Juin 2015
Auteurs	Tone Sommerfelt et Kristine Jesines
Nombre de pages	25 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mali – Etude sur l'impact de l'extraction minière sur les finances communales
Numéro	53
Date de publication	Juillet – Septembre 2015
Auteurs	Aly Sanoh, Makan Keïta et Massa Coulibaly
Nombre de pages	57 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mali – Perceptions populaires des causes et conséquences du conflit – Résultats du R5.5 des enquêtes Afro
Numéro	54_1
Date de publication	Octobre – Décembre 2015
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	27 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mali – Perceptions populaires des acteurs du conflit – Résultats du R5.5 des enquêtes Afrobaromètre
Numéro	54_2
Date de publication	Octobre – Décembre 2015
Auteurs	Massa Coulibaly, Wélé Fatoumata Sow et Djénéba Diarra
Nombre de pages	25 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mali – De la question ethnique – Résultats du R5.5 des enquêtes Afrobaromètre
Numéro	54_3
Date de publication	Octobre – Décembre 2015
Auteurs	Moussa Coulibaly
Nombre de pages	26 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

5.3. Le Great_Savoir

Titre	Cohabitation interethnique au Mali
Numéro	049
Date de publication	Janvier 2015
Auteurs	Massa Coulibaly et Moussa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Les déterminants des dépenses de santé au Mali
Numéro	050
Date de publication	Février 2015
Auteurs	Salah Mahamane Diallo
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Plaquettes ethnolinguistiques du Mali
Numéro	051
Date de publication	Mars 2015
Auteurs	INSTAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Analyse de la distribution des dépenses de fête au Mali
Numéro	052
Date de publication	Avril 2014
Auteurs	Alou Adessé Dama
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Les questions ethniques et religieuses au Mali
Numéro	053
Date de publication	Mai 2015
Auteurs	Massa Coulibaly et Anne Hatloy
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Débat public sur la laïcité et la liberté religieuse
Numéro	054
Date de publication	Juin 2015
Auteurs	Tone Sommerfelt et Kristine Jesnes
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	L'impact de l'extraction minière sur les finances communales
Numéro	055
Date de publication	Juillet 2015
Auteurs	Aly Sanoh, Makan Keïta et Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Des OMD aux ODD – Expériences, cohérence et intégration dans les programmes nationaux
Numéro	056
Date de publication	Août 2015
Auteurs	François Koné
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

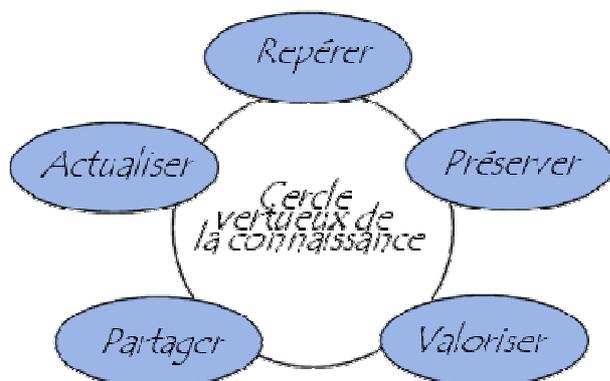
Titre	Des OMD aux ODD – Expériences, acteurs et rôles dans la mise en œuvre
Numéro	057
Date de publication	Septembre 2015
Auteurs	François Koné
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Des OMD aux ODD – Expériences et sources alternatives de financement à l'AFD
Numéro	058
Date de publication	Octobre 2015
Auteurs	François Koné
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Les conditions de travail au Mali
Numéro	059
Date de publication	Novembre 2015
Auteurs	Massa Coulibaly et Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Les relations de travail au Mali
Numéro	060
Date de publication	Décembre 2015
Auteurs	Massa Coulibaly et Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

5.4. Base de connaissances



Les publications de GREAT sont distribuées, en copies dures, à des partenaires techniques et financiers, universitaires et aux services publics et

privés nationaux. En plus, elles sont toutes disponibles, sur le site web de GREAT (www.greatmali.net) dans la rubrique "Publication". De même, le "Great_Savoir" est accessible sur abonnement gratuit via le portail du site et en quelques copies dures et on peut aussi accéder aux archives des bulletins (GREAT_Savoir). Les lecteurs de nos publications sont des universitaires et chercheurs, des décideurs politiques, la société civile et des partenaires techniques et financiers.

6. Partenariat



A ce jour, GREAT peut s'estimer heureux d'avoir pu conserver le partenariat, oh combien à lui bénéfique, de certaines institutions de recherche telles que Afrobaromètre, World Economic Forum, IBP, FAFO, PEP et PSI/mali. A ces

partenaires de longue date, se sont ajoutés ISSER et Southern Voice avec espoir d'une longévité tout aussi à toute épreuve.

A l'interne, GREAT travaille de plus en plus étroitement avec la Cellule technique CSLP, l'INSTAT et certaines CPS, l'ONEF, la DNPD ainsi que la presse, écrite comme audio-visuelle. Bien entendu, la recherche de partenariat se poursuit à tous les niveaux de l'administration, de la société civile, de la presse et des bailleurs de fonds, internationaux comme nationaux.

6.1. Institutions de recherche

INSTAT (Institut national de la statistique)	✓ Partenariat multidimensionnel
CPM (Comité de prévision et de modélisation)	✓ Réunions statutaires du CPM
Afrobaromètre	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dissémination des résultats des enquêtes R6 ✓ Réunions du Comité exécutif ✓ Ecole d'été francophone Afrobaromètre ✓ Conférence Afrobaromètre des utilisateurs politiques ✓ Réunion de synthèse des enquêtes Afrobaromètre
FAFO	✓ Dissémination des résultats
ISSER	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Etude d'évaluation d'impacts ✓ Formation en évaluation d'impact ✓ Dissémination des résultats
Southern Voice	✓ Recherche sur les ODD

6.2. Administration publique

DNPD (Direction nationale de la planification du développement)	✓ Formation en Excel appliqué au modèle macroéconomique de la DNPD
CSLP	✓ Atelier de révision du cadrage macroéconomique 3 ^{ème} génération des CSLP
ONEF	✓ Formation, études et recherche
MEF	✓ Demande d'appui à la modélisation dans le cadre des CBMT et CDMT

6.3. Société civile

CABRI	✓ Atelier final: Soutenir les réformes en matière de transparence des finances publiques et de participation en Afrique
-------	---

Groupe de suivi budgétaire	✓ Formation des OSC maliennes en analyse et suivi du budget de l'Etat et des communes
Presse	✓ Articles de journaux sur les résultats de recherche
AMEDD	✓ Formation en CSPRO et SPSS
FNASCOM	✓ Réseau de plaidoyer en faveur de la santé maternelle et infantile

6.4. Partenaires techniques et financiers

UE	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse de la gestion des finances publiques au Mali ✓ Cadrage macroéconomique au Mali
OMS	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mission d'appui pour l'élaboration de plan de santé maternelle et infantile et la mise en place du réseau en RDC
PAOSCII	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formation des OSC en analyse budgétaire
FNUAP	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Saisie et traitement de données
Unicef	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Atelier de formation HACT ✓ Analyse du budget social ✓ Atelier de validation de l'analyse de la situation des enfants au Mali
GIZ	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaboration de modèles économiques permettant le calcul de l'amortissement des équipements agricoles dans le cadre de l'évaluation du revenu régional
World Economic Forum	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises
Banque mondiale	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Impact socioéconomique de l'extraction minière sur les communautés locales ✓ Formation sur les modalités d'utilisation de l'outil BOOST ✓ Formation sur les aspects sociaux PSIA ✓ Atelier de validation du rapport de l'étude qualitative de l'évaluation des liens entre la production du coton et la pauvreté à Sikasso
PSI	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Budget communal ✓ Enquêtes et études

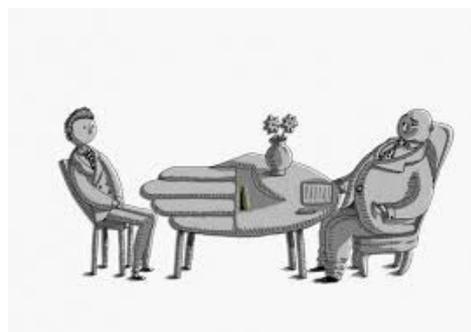
7. Fonctionnement institutionnel



En plus des activités menées au cours de cette année, le fonctionnement de GREAT en tant qu'institution avec ses organes et ses instances est tout aussi important pour l'atteinte des objectifs contenus dans le plan stratégique. Statutairement, l'ONG GREAT dispose d'une Assemblée générale

qui définit ses grandes orientations. Le Comité d'orientation se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La direction exécutive composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finances) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activités annuel. Le manuel de procédure révisé servira de référence pour toutes les activités liées à l'administration et à la gestion financière.

7.1. Programmation et responsabilisation des activités



GREA

T a pour vocation la réalisation de toute activité de formation, recherche, publication, assistance et promotion de la science et de la culture. L'accent a été mis cette année sur la recherche dans les domaines de l'évaluation de la gouvernance, du développement durable, du marché du travail et des mouvements sociaux, de l'équilibre macroéconomique, de l'Etat et de la religion. Quant aux enquêtes, il a mené cinq enquêtes respectivement sur la santé de la

reproduction en collaboration, l'agriculture et l'entrepreneuriat.

Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante des activités. Pour chaque activité, ce tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et d'éventuelles observations. L'absence de financement public à GREAT est aujourd'hui une véritable entrave à l'atteinte de certains de nos objectifs comme l'organisation des Journées du savoir, des Cafés du savoir et maintenant des Universitaires populaires du savoir.

7.2. Réunions statutaires

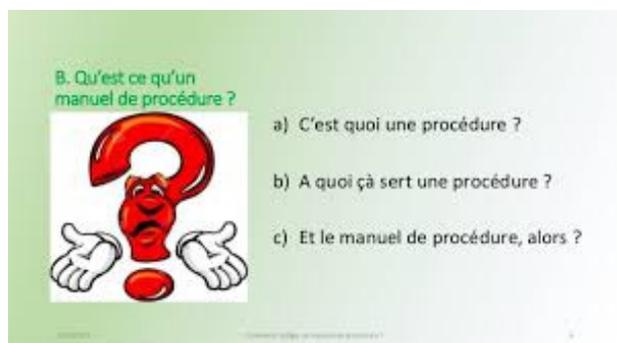


Le Conseil d'orientation s'est réuni le 03 octobre 2015 sous la présidence du Directeur exécutif de GREAT, président du Conseil. L'ordre du jour portait sur l'examen et la validation du Rapport d'activités de l'année 2014 et du Programme d'activités 2015, les préparatifs des Journées du savoir de 2016 et l'actualisation du Plan stratégique de GREAT, l'actualité brûlante du pays et ses implications en matière d'études et de recherche notamment l'élaboration d'un modèle

de cadrage et de prévision macroéconomique pour le Mali et les divers. Durant l'année 2015, la Direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux. Les réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Ces réunions ont porté sur la planification des travaux en cours ou en instance d'exécution.

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 6 ateliers de 5 jours environ chacun qui se sont tenus durant l'année 2015.

7.3. Manuel de procédure



Le nouveau manuel de procédures administratives, financières et comptables est désormais l'outil de référence du groupe, bien sûr adaptable au fur et à mesure de l'évolution de ses activités. Il examine entre autres, le budget, les achats, la caisse, la paie, les prêts au personnel, les impôts et taxes, les immobilisations et la comptabilité générale.

☞ Le budget

Le principe de présentation du budget (en tant qu'outil estimatif des moyens nécessaires à l'exécution des objectifs annuels du groupe) repose sur la définition des rubriques indispensables comme les investissements, le programme de recherche, le fonctionnement du groupe, les imprévus, etc.

☞ Les achats

Pour les biens consommables et les fournitures, GREAT constitue une banque de prix de sorte que les achats soient effectués

dans les conditions les plus favorables. Toute demande d'achat ou de service fait ainsi l'objet de concurrence libre et loyale.

☞ La caisse

La caisse est tenue par le comptable qui joue à cet effet un rôle de caissier. Elle est approvisionnée en fonction des prévisions de dépenses avec observation d'un certain nombre de principes dont:

- approbation préalable de toute opération de caisse au moyen d'une demande d'avance de caisse
- protection des espèces dans un coffre-fort auquel une seule personne a accès
- des contrôles inopinés et documentés de caisse
- des rapprochements réguliers entre solde physique des espèces en caisse et des bons de caisse d'une part et solde théorique au moyen de la fiche de comptage de la caisse d'autre part.

☞ La paie

Pour la paie du personnel, le comptable prépare une fiche de paie par agent et les transmet au Directeur exécutif pour signature.

Après paiement, l'agent signe, une copie est faite pour archivage par le comptable, l'original est remis à l'intéressé.

☞ Prêt au personnel

En dehors des bons de caisse, il peut être accordé à chaque agent qui le sollicite un prêt sans intérêt dont le montant ne peut excéder la somme totale des mensualités de remboursement. La mensualité de remboursement est plafonnée à 20% du salaire net. Le remboursement intégral du prêt doit intervenir avant la clôture de l'exercice comptable, soit le 31 décembre de l'année. La mensualité est prélevée par retenue directe sur le salaire dû, le reste dudit salaire étant versé à l'agent endetté.

☞ Impôts et taxes

Les pièces comptables d'impôts et taxes sont reçues en même temps et suivant les mêmes procédures que les pièces de salaire pour les impôts sur salaire. Leur saisie informatique est faite dans le journal des opérations diverses avec un code analytique saisi à l'écran au

niveau des charges. Le paiement des impôts et taxes est directement imputé avec les pièces de trésorerie (caisse ou banque). En fin d'exercice, les déclarations d'impôts sont rapprochées des comptes d'impôts et les ajustements nécessaires faits.

☞ Les immobilisations

Les pièces d'acquisition d'immobilisations sont reçues de la même manière que les pièces d'achat (facture, bordereau de réception, bon de commande, contrat ou marché).

☞ Comptabilité générale

Les documents comptables obligatoires sont ceux imposés par la loi pour une plus grande transparence. Ce sont :

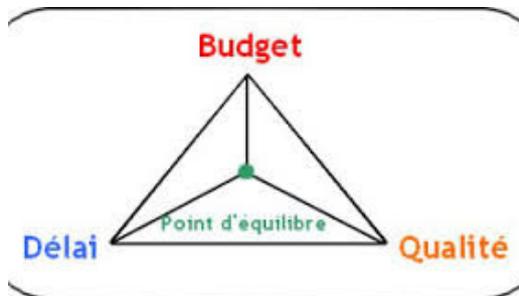
- ✓ le livre journal, tenu au jour le jour
- ✓ le grand livre
- ✓ la balance

- ✓ le livre d'inventaire, coté et paraphé tout comme le livre journal
- ✓ tous les états découlant du SYSCOA à savoir le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et des emplois, l'état annexé et l'état supplémentaire.

La comptabilité du Groupe est entièrement informatisée, tenue sur le logiciel SAGE COMPTABLE.

8. Suivi budgétaire

8.1. Système de gestion



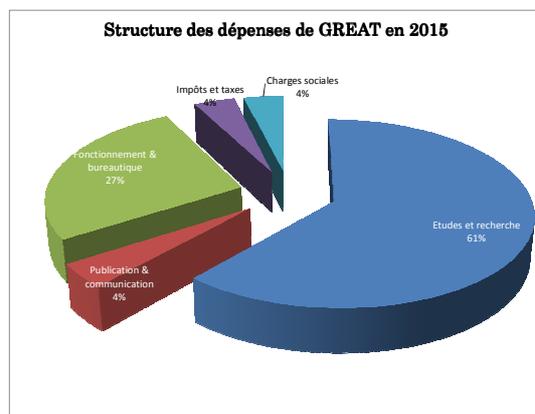
Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil informatique de gestion budgétaire, SAGE COMPTABLE. Il permet de:

- ✓ enregistrer régulièrement tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)

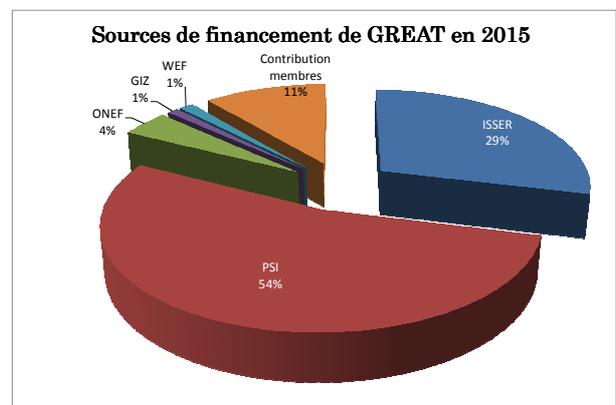
- ✓ lire directement le solde disponible sur chaque ligne du budget
- ✓ faire des prévisions et projections
- ✓ évaluer les besoins de trésorerie
- ✓ établir un rapport financier à tout moment.

Le suivi budgétaire est une application qui permet de mémoriser les éléments de chaque poste budgétaire. Toutes les opérations de dépenses et de versement peuvent être régulièrement enregistrées et le solde établi à tout moment pour chaque ligne budgétaire et selon les sources de financement.

8.2. Structure des dépenses



8.3. Sources de financement



9. Programme d'activités 2016



Le programme d'activités de 2016 est élaboré dans un contexte de consolidation des acquis de nos expériences. Il s'insère également dans le prolongement des domaines identifiés au cours de 2015.



👉 Programme prévisionnel d'activités

1. Etudes et recherche	
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rapports Afrobaromètre Round 6 ✓ Perceptions de la démocratie Round 4 (méthode des vignettes)
Analyse budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> ✓ OBI Indice de transparence budgétaire du Mali ✓ Budget communal ✓ Analyse des budgets sociaux ✓ Analyse et modélisation budgétaire ✓ Répartition sociale des recettes et des dépenses publiques (payeurs et bénéficiaires)
Emploi	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Marché du Travail
Evaluation d'impacts	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Evaluation d'impact de projet agricole ✓ TEC-CEDEAO ✓ Compétitivité des entreprises ✓ MEGC ✓ Economie locale
Divers	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Religion et politique ✓ Perceptions du rôle de la Chine ✓ Etudes GREAT aux Jds
2. Enquêtes	
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Enquêtes de base ✓ Enquêtes de suivi ✓ Enquêtes régulières ✓ Enquêtes légères
3. Formation et renforcement de capacités	
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Formation en anglais ✓ Méthodologie de rédaction ✓ Ms Project ✓ Eviews ✓ Excel ✓ Formation en évaluation d'impacts ✓ Logiciel d'échantillonnage ✓ Inscription et poursuite en thèses de doctorat ✓ Analyse budgétaire ✓ Ecoles Afrobaromètre en science politique et en communication ✓ Formation en techniques de cadrage macroéconomique ✓ Formation en économétrie des assistants de l'Université de Bamako
4. Communication	
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Actualisation de la "Base de connaissances" de GREAT ✓ Plaidoyer pour la transparence budgétaire ✓ Dissémination des résultats d'études ✓ Conférences et colloques sous-régionaux, régionaux et internationaux
5. Publications	
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 4 numéros de "Les Great_Cahiers" ✓ 10 numéros de "La Great_Formation" ✓ 12 numéros de "Le Great_Savoir"
6. Partenariat	
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ OMS ✓ INSTAT et CPS ✓ Afrobaromètre ✓ DNPD ✓ FAFO ✓ PEP ✓ CPM (Comité de prévision et de modélisation) ✓ CSLP ✓ USSGB ✓ CABRI-IBP ✓ UE ✓ World Economic Forum ✓ Banque Mondiale
7. Fonctionnement institutionnel	
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise à jour du plan stratégique ✓ Révision de plan de communication ✓ Révision de plan de mobilisation de ressources ✓ Réunions régulières des instances

👉 Tableau de bord 2016

	Thèmes	Délai	Responsable	Observations
Etudes et recherche	Rapports Afrobaromètre R6			
	1. Problèmes de développement	Avril	MC	
	2. Privations des infrastructures et services	Mai	OT	
	3. Indice de gouvernance	Avril	BB	
	4. Perceptions croisées de l'intégration	Juillet	OT	
	5. Corruption	Avril	FK	
	6. Religion et politique	Juin	BB	
	7. Conditions de vie des citoyens	Avril	BC	
	8. Perceptions du rôle de la Chine	Juin	OT	
	9. Perceptions populaires de la justice en Afrique	Mai	FK	
	10. Perceptions populaires de la justice au Mali	Juin	FK	
	11. Perceptions de la démocratie Round 4 (méthode des vignettes)	Avril	MC	
	12. Genre et activisme civique et politique	Décembre	DD	
	Dissémination globale	Mars	BC	
	Publications Afrobaromètre	Janvier-Décembre	MC	
	Marché du Travail	Libre	MC	
	Distribution de revenu et inégalités	Libre	FK	
	Evaluation d'impacts	Libre	MC	
	Compétitivité des entreprises	Décembre	BC	
	Analyse et modélisation budgétaire	Juillet	FK + FS	
	Economie locale	Libre	BB	
	Analyse des données agricoles	Libre	FK	
	MEGC	Libre	FS	
Analyse des budgets sociaux	Libre	BB		
Répartition sociale des recettes et des dépenses publiques (Payeurs et bénéficiaires)	Libre	MC		
Etudes GREAT aux Jds	Avril-septembre	MC		
Enquêtes	Enquêtes de base	Libre	BB	
	Enquêtes de suivi			
	Enquêtes régulières			
	Enquêtes légères	Libre	DD	
Formation et capacitation	Anglais	Janvier-décembre	FS	
	Méthodologie de rédaction	Mars	MC	
	Formation en évaluation d'impacts	Juillet	BB	
	Manuel de modélisation en équilibre général calculable	Libre	FS	
	Formation en techniques de cadrage macroéconomique	Libre	FK	

	Formation en techniques quantitatives des Assistants de l'université	Avril	FK	
	Thèses	Juin	BB	
	Eviews (GREAT)	Avril	MC	
	Echantillonnage informatique	Avril	Balla	
	Ms Project	Avril	BB	
	Excel	Avril	BD	
	Ecole Afrobaromètre	Libre	BC	
	Analyse et gestion des données	Libre	MC	
	Manuel de cadrage budgétaire	Mai	BB	
	Manuel d'analyse des données		MC	
	Manuel d'évaluation d'impacts		FK	
	Manuel de transparence budgétaire		BB	
	Manuel d'analyse budgétaire		BB	
	Manuel de cadrage macroéconomique		FK	
	Manuel de plaidoyer		BB	
	Manuel d'Eviews		MK	
	Manuel de Stata		OT	
	Manuel d'échantillonnage		ZIMA	
Communication	Gestion "Base de connaissances"	Mars	DD	
	Great_Cahiers et Great_Savoir	Mars	FS	
	Great_Formation		FS	
	Organisation JDs		FS	
	Cafés du savoir		FS	
	Révision du plan stratégique		MC	
	Révision du plan de communication		FS	
	Révision du plan de mobilisation de ressources		BB	
	Concepts Notes Great – Université		MC	
Publications	Great_Cahiers	Libre	FS	
	Great_Savoir		FS	
	Great_Formation		FS	
	Rapport d'activités		FS	
	Etude diagnostic			
Partenariat	Libre	BD		
Congés annuels	Juin _ décembre	DD		
Suivi d'exécution des activités	Mars	FS		
Rapport d'activités 2015	Mars 2016	DD		

Conclusions

L'ambition de produire et de diffuser du savoir, crédo de GREAT, a été poursuivie au cours de l'année, certes avec des résultats mitigés. En outre, l'absence de sources de financement pérennes limite les marges de manœuvre du Groupe qui se résume en des réponses aux sollicitations de divers partenaires nationaux et internationaux quoique GREAT ambitionne de travailler à influencer les politiques publiques en faveur des couches défavorisées en vue du développement économique et social du pays et du progrès de l'humanité.

Au cours de l'année écoulée, GREAT a consolidé les partenariats déjà amorcés en 2012 et poursuivis tout au long des dernières années. Ainsi, ce partenariat a permis de financer les enquêtes Afrobaromètre sur toute l'étendue du territoire, enquêtes qui ont permis d'écrire des rapports sur l'indice de gouvernance au Mali, les perspectives de sortie de la crise du Nord, le renouveau religieux entre autres. De plus, le nouveau partenariat avec la Banque mondiale et l'ONEF a permis au centre d'explorer de nouveaux domaines comme celui de l'industrie minière et cet autre du marché du travail. De même, le chantier de la formation et du renforcement de capacités a vu GREAT participer en tant que formateur à un grand nombre d'ateliers. Ce qui dénote de l'expertise de GREAT en matière de transmission du savoir aussi bien au niveau national qu'international. Il faut noter que GREAT a cherché à diversifier ses sources de financement chaque fois que cela était possible en participant au maximum d'appels d'offres de consultation. Cela commence à payer de plus en plus au niveau national où GREAT semble être le leader en matière de recherche économique et d'enquêtes par sondage. En matière de communication, le medium privilégié demeure le web et le mailing où GREAT publie trimestriellement et mensuellement les résultats de ses recherches.

Comme en 2015, GREAT a programmé pour 2016 diverses activités dans le domaine des études et recherche, des enquêtes au profit des partenaires, des activités de renforcement de capacités, de communication et de publication et de recherche de nouveaux partenaires.

Le rapport en appelle au financement public des think tanks indépendants comme GREAT, en appelle aussi à une plus grande diffusion du savoir produit notamment par la diversification des canaux de transmission du savoir incluant les Cafés du savoir et surtout les Universités populaires du savoir. De nombreux partenariats sont sollicités pour lever de tel défi et contribuer significativement à sortir notre pays de l'ignorance et du sous-développement pour le bien du citoyen et l'avancée de l'humanité.